

Rapport sur la Solvabilité et la situation financière

2017



MFA Mutuelle
Fraternelle
d'Assurances

Sommaire

.....	1
Préambule.....	4
A. ACTIVITE ET RESULTATS.....	5
A.1 Activité.....	5
A.2 Résultats de souscription.....	5
Provision pour cotisations émises et non acquises	6
Provisions pour sinistres	7
Provision pour égalisation	7
Autres provisions techniques	8
Acceptations	8
Réassurances	8
A.3 Résultats des investissements.....	9
A.4 Résultats des autres activités.....	15
A.5 Autres informations.....	15
B. SYSTEME DE GOUVERNANCE.....	16
B.1 Informations générales sur le système de gouvernance.....	16
B.2 Exigences de compétence et d'honorabilité.....	17
B.3 Systèmes de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité..	17
B.3.1 Description du système de gestion des risques :.....	17
B.3.2 : Stratégie, processus et procédure de reporting pour chaque catégorie de risques :.....	18
B.3.3 Identifier, mesurer, contrôler, gérer et déclarer les risques :.....	20
B.3.4 Intégration dans la structure organisationnelle et dans les prises de décision (y compris fonction gestion des risques):	21
B.3.5 Description du processus EIRS (ORSA):	21
B.3.6 Fréquence d'approbation par l'OAGC :	22
B.3.7 Détermination de besoins de solvabilité:	22
B.4 Système de contrôle interne.....	23
B.4.1 La politique de contrôle interne :	23
B.4.2 Système de contrôle interne :.....	23
B.5 Fonction d'audit interne.....	27
B.6 Fonction actuarielle.....	28
B.7 Sous-traitance.....	28
B.8 Autres informations.....	29
C. PROFIL DE RISQUE.....	30
C.1 Risque de souscription.....	30

C.2	Risque de marché.....	32
C.3	Risque de crédit	33
C.4	Risque de liquidité	34
C.5	Risque opérationnel	35
C.6	Autres risques importants	35
C.7	Autres informations	35
D.	VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE	36
D.1	Actifs	37
D.1.1	Tableau récapitulatif en K€	37
D.1.2	Informations complémentaires	37
D.1.3	Impôts différés sur actifs	39
D.2	Provisions techniques	40
D.2.1	Tableau récapitulatif.....	40
D.2.2	Meilleures estimations des provisions techniques (Best Estimate)	40
D.3	Autres passifs.....	41
D.4	Méthodes de valorisation alternatives	43
D.5	Autres informations	43
E.	GESTION DU CAPITAL	44
E.1	Fonds propres.....	45
E.1.1	Tableau de passage des fonds propres sociaux aux fonds propres S2	45
E.1.2	Tableau de raccordement	45
E.2	Capital de solvabilité requis SCR et Capital minimum requis MCR.....	45
E.2.1	Le SCR.....	45
E.2.2	Le MCR	48
E.3	Utilisation du sous-module « risque sur action » fondé sur la durée dans le calcul du SCR requis	48
E.4	Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé	48
E.5	Non-respect du MCR et non-respect du SCR.....	48
E.6	Autres informations	48
	ANNEXE 1 : Tableau de raccordement	49
	ANNEXE 2 : Tableau de liquidation des flux actualisés des provisions de sinistres à payer.....	50
	ANNEXE 3 : Bilan 2017.....	51

Préambule

En application de l'article 290 du Règlement délégué 2015/35, les entreprises d'assurance soumises à Solvabilité II doivent fournir des **INFORMATIONS À DESTINATION DU PUBLIC** dans un **Rapport sur la solvabilité et de la situation financière.**



Société d'assurance mutuelle à cotisations variables régie par le Code des Assurances
6 rue Fournier BP 311 CLICHY CEDEX 92111
Sous le numéro SIREN 784 702 391 00060
+(33) 01 49 68 68 68
contact@mfa.fr
www.mfa.fr



61, rue Taitbout
75436 PARIS CEDEX 09
+(33) 01 49 95 40 00
contact@acpr.banque-france.fr
www.acpr.banque-france.fr

Commissaire aux Comptes



EXPONENS
20 rue Brunel
75017 PARIS

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière suit la structure prévue à l'annexe XX et présente les informations visées aux articles 292 à 298 du Règlement délégué. Le rapport contient des informations descriptives tant qualitatives que quantitatives, complétées, s'il y a lieu, par des modèles de déclaration quantitative. L'Article 291 relativement à « **l'Importance relative** » prévoit que « les informations à publier dans le rapport sur la solvabilité et la situation financière sont considérées comme importantes si leur omission ou leur inexactitude est susceptible d'influer sur la prise de décision ou le jugement des utilisateurs de ce document, y compris les autorités de contrôle ».

Le présent Rapport au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 a été validé par le Conseil d'administration réuni en date du 13 avril 2018.

A. ACTIVITE ET RESULTATS

A.1 Activité

La Mutuelle est constituée d'une seule entité intervenant sur le marché français et opérant sur les catégories d'assurances Automobile (cat. 22 et 23), Dommages aux biens des Particuliers (cat. 24), Catastrophes naturelles (cat. 27), Responsabilité Civile générale (cat. 28), pertes pécuniaires (cat. 31) et Transports pour la navigation de plaisance (cat.34).

La transposition de ces catégories d'assurances conduit à mettre en exergue, pour les besoins de la solvabilité, les 6 lignes d'activité suivantes:

- Responsabilité civile Automobile 4,
- Dommages Automobile 5,
- Incendie et autres dommages aux biens des particuliers 7,
- Responsabilité civile générale 8,
- Pertes pécuniaires 12,
- Transports maritimes 6.

Elle ne possède pas l'agrément pour les opérations d'assistance qu'elle fait réaliser par une société prestataire faisant l'objet d'un suivi adapté périodique.

Elle propose aussi des contrats de protection juridique, complémentaire santé, garantie obsèques, des crédits pour le financement Automobile et Habitation ainsi que de l'épargne retraite d'autres sociétés dont, pour certaines d'entre elles, elle est actionnaire minoritaire.

A.2 Résultats de souscription

En lien avec des souscriptions fidèles à une diversification des risques AUTO et HABITATION, tout en étant attaché à une maîtrise des tarifs pratiqués, dans un contexte de taux techniques forts consommateurs de fonds de propres, les termes de l'exploitation restent fondamentalement à équilibrer par la recherche d'une réduction adaptée des risques par la réassurance et par des rendements financiers suffisants.

Le positionnement de la Mutuelle réside dans une volonté d'accompagnement des particuliers et des professionnels du transport de personnes à titre onéreux, son cœur de métier depuis ses origines, en quatre roues et en moins de 3,5 tonnes limité à 9 places. Il s'agit d'accueillir la diversité des profils de risques professionnels. Les profils des particuliers sont ouverts à la souscription, en étant centrés sur les bons conducteurs en AUTO, tout en acceptant les novices, et en se limitant aux biens d'habitation en NON AUTO avec une gamme d'offres loisirs (camping-cars, caravanes, navigation de plaisance et chasse).

Les tarifs de la Mutuelle sont différenciés en fonction du produit (particuliers, taxis, habitation), de l'usage (privées, trajet, taxis artisans, taxis doublage, ...), des caractéristiques du bien assuré (véhicule ou habitation) et de sa localisation (les codes postaux étant répartis en zone de risque).

L'équilibre des « affaires nouvelles » est vérifié tous les ans.

Pour les contrats en portefeuille, des propositions d'évolution tarifaire à échéance sont faites selon le résultat technique constaté. Le scénario final validé par le Conseil d'administration intègre des déclinaisons adaptées au profil du contrat. Le tarif VTM est réévalué chaque année en fonction de l'évolution du bonus-malus (qui dépend de la sinistralité constatée).

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, les principaux indicateurs de souscription sont manifestés par les tableaux ci-après :

PRODUCTION CHIFFRE d'AFFAIRES RESULTAT TECHNIQUE	Nombre de contrats en vigueur au 31/12/2017	Part (%)	Chiffre d'affaires (en milliers d'euros)	Part (%)	Résultat technique (en milliers d'euros)
Automobiles usages particuliers	98 819	50%	34 566	44%	
Automobile usages taxis et assimilés	24 114	12%	33 656	43%	
Automobile :	122 933	63%	68 222	87%	-18 981
Dommages aux biens	57 778	29%	9 118	12%	1 066
Catastrophes naturelles			1 100	1%	133
RC Générale	1 496	1%	29	0%	33
Perte pécuniaire	13 714	7%	133	0%	52
Transport	303	0%	58	0%	24
Acceptation				0%	53
Total :	196 224	100%	78 660	100%	-17 620

ENGAGEMENTS BRUTS (en milliers d'euros)	2013	2014	2015	2016	2017
Provision pour cotisations émises et non acquises	24 041	24 774	24 946	27 627	29 045
Provisions pour sinistres	73 004	80 956	95 363	102 291	109 140
Provision pour égalisation	570	686	702	265	515
Provision pour risques en cours	1350	1 498	2 879	3 598	6 210
Provision mathématique des rentes	15 833	17 268	17 705	18 796	18 623
TOTAL	114 798	125 182	141 595	152 577	163 533

Provision pour cotisations émises et non acquises

Elle est destinée à constater la fraction des cotisations se rapportant à la période comprise entre le 31 décembre et la date de la prochaine échéance. Elle est calculée prorata temporis, contrat par contrat.

Son calcul est effectué de façon automatique à partir de la date d'échéance annuelle de chaque contrat et de la période d'assurance couverte. Depuis quelques années un mouvement destiné à ramener les dates d'échéances au 1er de chaque mois a été amorcé pour les nouvelles adhésions. Il se réalise au fur et à mesure de la souscription des affaires nouvelles.

Provisions pour sinistres

Elles correspondent à la valeur estimative des dépenses en principal et frais internes et externes, nécessaires au règlement de tous les sinistres survenus et non payés. En complément, est constituée une provision pour tardifs, c'est-à-dire pour les sinistres survenus mais non encore déclarés à la date de clôture.

Il est également constitué une provision pour frais de gestion afin de couvrir les coûts nécessaires au traitement des dossiers en cours à la date d'inventaire (situation de run-off).

Cette provision est calculée de manière séparée pour les dossiers de responsabilité civile des corporels et pour les autres garanties. En effet, les durées de vie de ces deux catégories de dossiers sont très différentes.

Les prévisions de recours à encaisser sont calculées séparément et viennent en déduction de ces provisions.

Les provisions pour sinistres sont déterminées selon plusieurs méthodes :

- dossier par dossier pour certaines garanties : responsabilité civile des corporels pondéré par une méthode Mack pour les sinistres faibles à modérés, sécurité du conducteur, individuelle, catastrophes naturelles, perturbations météorologiques, et certains dossiers graves de la branche habitation, incendie notamment.
- par le coût moyen pour les autres garanties, en confrontation avec une méthode statistique basée sur la projection et la liquidation de la charge finale (méthode dite de Chain Ladder). D'autres méthodes statistiques rappelées en annexe 1 permettent de confronter les différentes visions de la charge à l'ultime.

Pour les garanties de responsabilité civile automobile des corporels et la sécurité du conducteur, l'évaluation est revue en inventaire permanent au moyen d'un outil informatique contenant un barème interne, pour chaque poste de préjudice. Les paramètres de ce barème sont revus chaque année après mesure de l'impact sur le stock.

La provision pour tardifs est calculée par la méthode fréquence coût (annexe 2), pour chaque branche ou segment, par le produit :

- du nombre de sinistres survenus mais non encore déclarés (Chain Ladder appliqué au triangle des sinistres déclarés) ;
- par le coût moyen à l'ultime (règlements à l'ultime sur nombre de garanties à l'ultime obtenu précédemment).

Provision pour égalisation

Elle est destinée à faire face aux charges exceptionnelles liées aux opérations garantissant les risques naturels.

Autres provisions techniques

- **la provision mathématique des rentes** évaluée au moyen de la table TD 88 / 90 conformément à l'arrêté du 20 décembre 1996.
Le taux d'actualisation utilisé en 2017 est de 0.38% contre 0.38% en 2017. Ce taux doit être égal au plus à 60% de la moyenne du TME sur les vingt-quatre derniers mois.
- **la provision pour risques en cours** qui a pour but de couvrir la charge des sinistres et des frais afférents aux contrats pour la période comprise entre le 31 décembre et la date de la prochaine échéance pour la part qui n'est pas couverte par la provision pour cotisations émises et non acquises. Elle est calculée conformément à l'article A.331-17 du Code des Assurances devant l'article 143.7 du règlement 2015-11 de l'ANC. Cette provision est donc directement liée à l'évolution de la charge des sinistres.

Acceptations

Elles concernent les risques automobiles et habitation en gestion extinctive tout en ayant donné lieu à une commutation en 2017.

Réassurances

Les risques sont réassurés au travers de traités en excédent de sinistres essentiellement en AUTO RC et en dommage aux biens ainsi que, pour les catastrophes naturelles, en quote-part relayés par des traités en arrêté de perte.

A partir d'une analyse financière, les programmes de réassurances sont arbitrés annuellement sur les risques en fonction de leur déroulement court ou long terme. Les cessions de réassurance et l'impact de la réassurance sur le résultat technique sont mesurés périodiquement.

Cette analyse met en relief la sinistralité pour les portefeuilles « dommages aux biens » et « dommages autos » à partir de différentes simulations avec un outil de marché. A partir de ces modélisations, les principaux résultats de l'analyse sont synthétisés dans un tableau composé de quatre cadrans (Brut de réassurance, net de réassurance, cession de réassurance et coût du capital). Ces cadrans contiennent les principales grandeurs d'efficacité de la réassurance parmi lesquels figurent le résultat technique de cession, la réduction de la volatilité du résultat brut, les capitaux propres apportés par la réassurance et le Return On Equity ROE (retour en fonds propres). Le ROE mesure la rentabilité des capitaux employés d'une société. En d'autres termes, il quantifie le montant des bénéfices réalisés pour un euro investi en capital. Ce ratio s'obtient par le rapport du résultat net sur les capitaux.

Afin de proposer un montant pertinent de la priorité en DAB et en AUTO RC, une méthodologie est développée par la Mutuelle en lien avec le calcul du coefficient de sécurité assuré aux différentes gammes de produits.

Concernant les événements, Forces de la Nature, les tempêtes Lothar et Martin de 1999 servent de base aux estimations. Pour renouvellement annuel : reconduction du modèle retenu avec une modification du modèle tempête européen le cas échéant.

Le résultat technique cédé ressort depuis ces 5 dernières années comme suit :

REASSURANCES (en milliers d'euros)	2013	2014	2015	2016	2017
Cotisations cédées	-5 176	-6 089	-6 079	-6 704	-6 806
Commissions sur cessions	53	63	65	0	0
Sinistré payés cédés	773	2321	2 266	1 762	984
Variation des provisions cédées	2128	5 423	8 327	8 459	111
Résultat de la réassurance (en K€)	-2 222	1 718	4 579	3 517	-5 711
Part des cessionnaires dans les provisions	23 928	29 351	37 678	46 137	46 248

A.3 Résultats des investissements

Les exigences de bonne fin envers les assurés déterminent les choix d'investissement.

Le profil de risque invite à une gestion prudente en privilégiant la certitude d'obtenir la restitution des fonds placés, c'est-à-dire la primauté de la sécurité au rendement.

Des rendements élevés manifestant des prises de risques sont incompatibles avec une orientation adverse à la spéculation ou susceptibles d'obérer les restitutions.

Une liquidité des placements se doit d'être satisfaisante en lien avec la durée des actifs et des passifs.

Il convient aussi de se prémunir des risques d'érosion monétaire et de change. C'est pourquoi, d'une part, la monnaie nationale est préférée et, qu'autre part, dans les investissements, une manne est dédiée à des classes d'actifs résistants aux aléas monétaires.

Le patrimoine

De manière synoptique, la Mutuelle s'agissant des investissements ou des placements a obtenu les résultats suivants :

Composition du portefeuille en valeur nette comptable (en milliers d'euros)				
	31/12/2016	31/12/2017	variation	distribution
Obligations	110 501	107 963	-2%	78%
Monétaire	4 854	3 048	-37%	2%
Actions	4 355	4 752	9%	3%
Participations	3 321	4 307	30%	3%
Immobilier	17 932	18 350	2%	13%
Total	140 963	138 420	-2%	100%

Composition du portefeuille en valeur de réalisation (en milliers d'euros)				
	31/12/2016	31/12/2017	variation	distribution
Obligations	118 603	113 883	-4%	64%
Monétaire	4 877	3 067	-37%	2%
Actions	4 471	5 037	13%	3%
Participations	8 836	9 824	11%	6%
Immobilier	43 383	45 370	5%	26%
Total	180 170	177 181	-2%	100%

Plus ou moins-values latentes (en milliers d'euros)			
	31/12/2016	31/12/2017	variation
Obligations	8 102	5 920	-27%
Monétaire	23	18	-20%
Actions	116	285	146%
Participations	5 515	5 517	0%
Immobilier	25 451	27 020	6%
Total	39 207	38 760	-1%

Les obligations

Le portefeuille des obligations détenues en direct par la Mutuelle est constitué de 50 lignes (contre 54 en 2017) pour une valeur boursière de 107 millions d'euros (coupons courus inclus) à fin 2017.

INDICATEURS DE TAUX			
Tx actuariel à l'achat oblig. TF	2,0	Duration obligations TF	4,4
Taux actuariel de marché	0,3		
Sensibilité taux	4,2	Nombre de lignes	50
Sensibilité crédit	4,3	Rating moyen	A

Signalons également que nous investissons dans des OPC obligataires ayant une valeur de réalisation à fin 2017 s'élève à 6 millions d'euros.

Le monétaire

La poche monétaire est investie sur les fonds monétaires réguliers OFI ayant une valeur de réalisation de à 3 millions d'euros.

L'allocation sur cet actif est en diminution par rapport à l'exercice précédent et demeure à un faible niveau de rémunération.

Nous conserverons en 2018 un niveau minimum d'allocation sur la poche monétaire, à même d'assurer, notamment, la couverture d'éventuels besoins de trésorerie sur les sinistres réassurés.

Les actions

La Mutuelle ne détient aucune action en direct mais investit sur cette classe d'actifs au travers d'OPC OFI, la Banque postale, le Crédit Coopératif et du fond BLUE ORCHARD ayant une valeur de réalisation de 5 millions d'euros.

Aucune provision pour dépréciation n'a été effectuée.

Les participations

La Mutuelle détient des titres de participation ou titres non cotés au capital de sociétés qui ont essentiellement pour actionnaires des Mutuelles membres de l'AAM. Il s'agit de MUTAVIE, SOCRAM et OFIVALMO partenaires. Par ailleurs à compter de 2013, cette poche accueille désormais les lignes OFI INFRAVIA et Fonds OFI d'actions non cotées pour un engagement au 31 décembre 2017 de 6 millions d'euros.

La valeur de réalisation de l'ensemble des participations s'élève à 12 millions d'euros au 31.12.2017 ayant un gisement de plus-values latentes de l'ordre de 5,5 millions d'euros.

L'immobilier

Le patrimoine immobilier de la Mutuelle s'élève, en valeur de réalisation, à 45 millions d'euros au 31.12.2017 (26% des placements), en hausse de 5% par rapport à l'exercice précédent, et manifeste une plus-value latente de 27 millions d'euros.

Le résultat financier

De manière synoptique, la Mutuelle, en termes de rendement attaché aux investissements, a obtenu les performances suivantes et le résultat financier qui en découle :

Produits de placements (en milliers d'euros)			
	31/12/2016	31/12/2017	variation
Obligations	3 493	2 644	-24%
Monétaire	4	0	-100%
Actions	323	214	-34%
Participations	3 892	90	-98%
Immobilier	3 104	2 709	-13%
Total	10 815	5 657	-48%

Charge de placements (en milliers d'euros)			
	31/12/2016	31/12/2017	variation
Obligations	940	478	-49%
Monétaire	10	17	61%
Actions	5	17	222%
Participations	5	34	545%
Immobilier	1 436	1 750	22%
Total	2 397	2 295	-4%

Produits de placements nets (en milliers d'euros)			
	31/12/2016	31/12/2017	variation
Obligations	2 553	2 166	-15%
Monétaire	-6	-17	161%
Actions	318	197	-38%
Participations	3 886	56	-99%
Immobilier	1 668	960	-42%
Total	8 418	3 362	-60%

Le montant des produits de placements s'élève à 5,6 M€ en 2017, en baisse de 48% par rapport à 2016. Il est à noter qu'en 2017, la Mutuelle a cédé des titres de participation MUTAVIE ayant conduit à dégager une plus-value de 3,8 M€ et un bien immobilier en plus-value de 0.5 M€.

Les revenus obligataires sont en baisse par rapport à 2016 (2,6 millions d'euros en 2017 contre 3.4 millions d'euros en 2016) et constituent près de 50% des produits de placements assez similaires aux revenus de l'immobilier. Les autres produits financiers sont issus principalement des amortissements obligataires et de revenus d'actions.

Les charges de placements s'élèvent à 2,3 millions d'euros en 2017 en restant proche de celles constatées en 2016. Les charges des immeubles de placement sont les plus importantes. Enfin le montant des frais afférents au mandat de gestion et à la gestion locative du patrimoine immobilier s'élève à 229 k€.

Aucune provision pour dépréciation à caractère durable n'a été constituée en 2017. Par ailleurs, il n'a pas été constitué de provision pour risque d'exigibilité des engagements techniques.

Au total, les produits de placements nets en 2017 s'élèvent à 3,3 millions d'euros, soit un rendement comptable de 2,4 % de l'ensemble des placements.

Rendement comptable du portefeuille (en %)			
	31/12/2016	31/12/2017	variation
Obligations	2,3%	2,0%	-30pb
Monétaire	-0,1%	-0,4%	-30pb
Actions	7,3%	4,3%	-300pb
Participations	117,0%	1,5%	-11500pb
Immobilier	9,3%	5,3%	-400pb
Total	6,0%	2,4%	-360pb

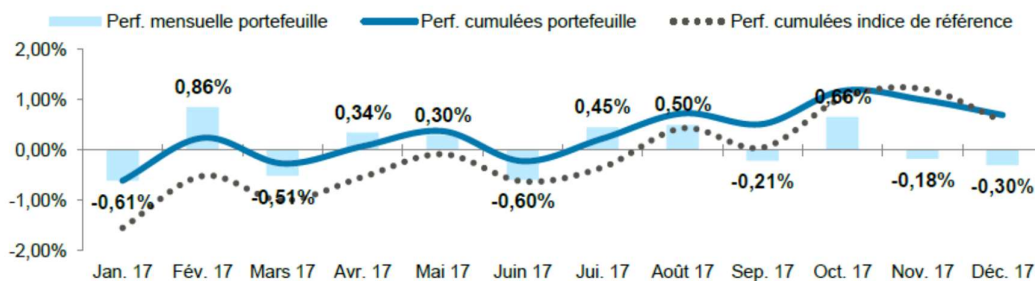
Sur le périmètre des placements confiés dans le mandat de gestion OFI MANDATS, la performance financière nette est de 0.73% (contre 1.12% pour l'indice de référence).

	MENSUELLE		ANNUELLE	
	Mandat	Benchmark	Mandat	Benchmark
ACTIONS	-1,10%	-0,99%	11,26%	12,55%
CONVERT.			6,63%	
OBLIGATIONS	-0,30%	-0,63%	0,70%	0,58%
TRESORERIE	-0,02%	-0,03%	-0,23%	-0,36%
IMMOBILIER	-12,37%		-12,37%	
TOTAL	-0,41%	-0,62%	0,73%	1,12%

L'élément de performance principal du mandat vient du comportement de la poche obligataire (0.70%).

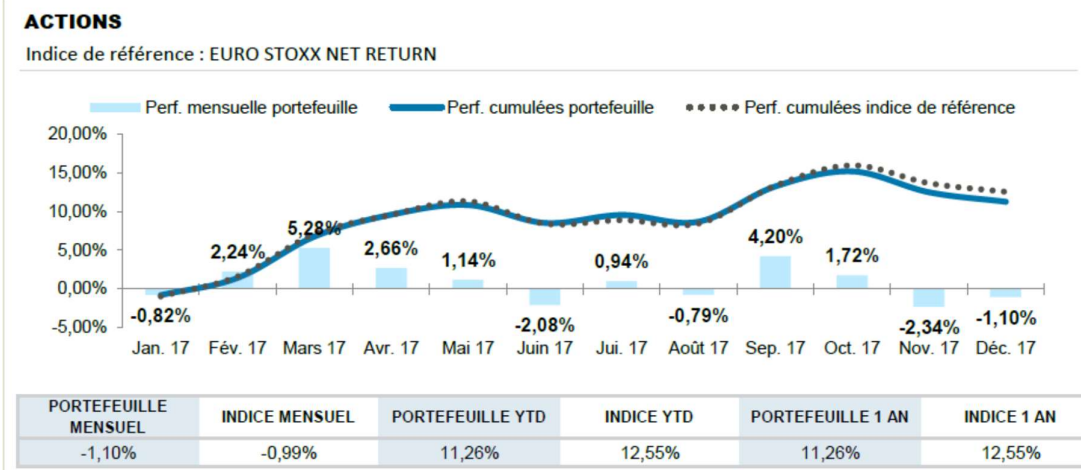
OBLIGATIONS

Indice de référence : IBOXX EURO OVERALL



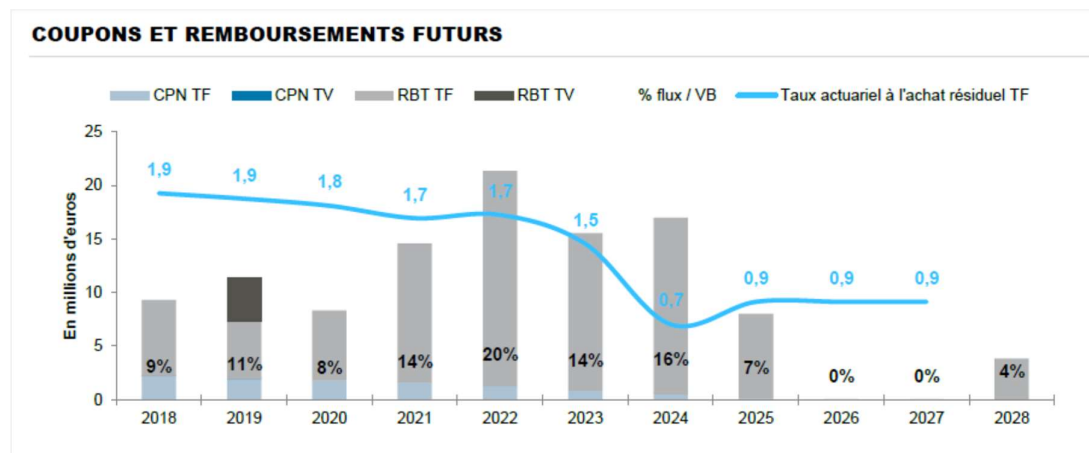
PORTEFEUILLE MENSUEL	INDICE MENSUEL	PORTEFEUILLE YTD	INDICE YTD	PORTEFEUILLE 1 AN	INDICE 1 AN
-0,30%	-0,63%	0,70%	0,58%	0,70%	0,58%

Sur la poche Actions, la performance globale est importante +11.26% contre un indice EURO STOXX NET RETURN à +12.55%).



Enfin, la performance de la poche monétaire est positive à -0,23% contre -0,36% pour l'EONIA CAPITALISE 7J.

De manière prévisionnelle, nous estimons à un moindre niveau les produits de placements 2018 dans un environnement de tassement des revenus obligataires. Une revalorisation des revenus locatifs du patrimoine immobilier est attendue dans un contexte d'acquisition d'investissement en province et en Ile de France et dans une certaine tension sur le locatif commercial.



Les charges de placements devraient être similaires en 2018 à celles constatées précédemment, puisque, toutes choses égales par ailleurs, aucune cession ne devrait être effectuée en moins-value latente sur la poche actions.

Les produits de placements nets en 2018 devraient être assez proche de ceux de 2017 en se situant à un montant de 3.6 M€.

A.4 Résultats des autres activités

Les autres activités sont essentiellement centrées sur l'assistance, la protection juridique et des rémunérations sur volume avec des entités en lien avec les offres assurantielles proposées par la Mutuelle et des prestations pour services rendus.

Les activités accessoires aux polices (assistance et protection juridique) ont généré, au titre de l'exercice écoulé, des charges de l'ordre 4.3 millions d'euros contre 4.1 millions précédemment.

Le tableau synoptique suivant met en exergue les autres produits techniques en milliers d'euros sur les deux derniers exercices:

Autres produits techniques		
	31/12/2017	31/12/2016
Cotisations Assistance	3 072	3 234
Cotisations Protection Juridique	1 794	1 811
Total des accessoires aux polices	4 866	5 045
Commissions BANQUE FRANCAISE	19	-4
Commissions CNP	6	4
Commissions MUTAVIE	61	66
Commissions SOCRAM	8	9
Commissions MAPA	24	20
Commissions REPARATEURS	107	86
Total des commissions	225	181
Prestations fournies	53	55
Divers	25	12
Total prestations annexes	78	67
Total des autres produits techniques	5 169	5 293

A.5 Autres informations

A ce stade, aucune autre information n'est à relever.

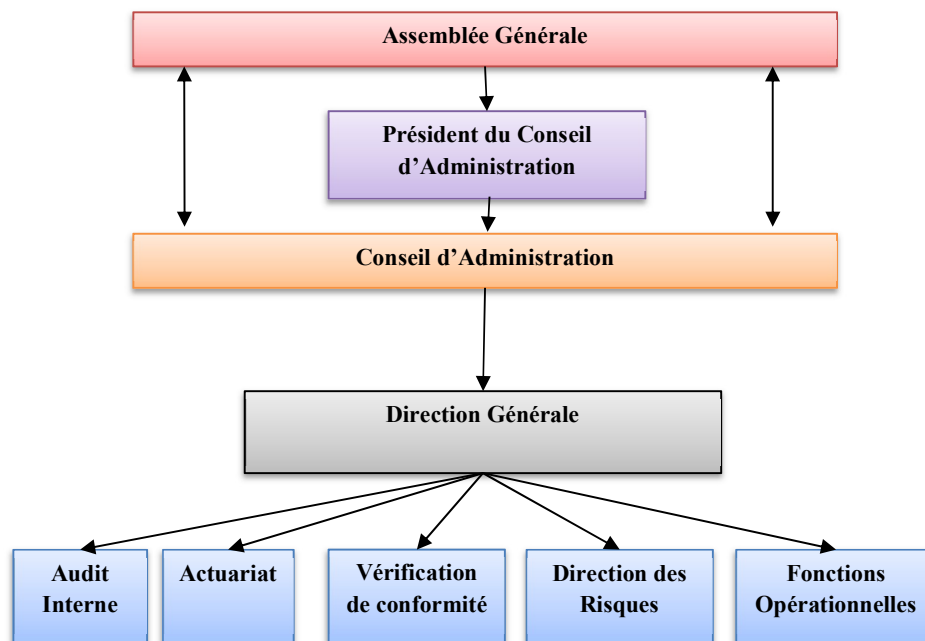
B. SYSTEME DE GOUVERNANCE

B.1 Informations générales sur le système de gouvernance

Régie par le Code des assurances, la Mutuelle est gouvernée par un Conseil d'Administration dont les membres sont élus pour partie par l'Assemblée Générale des délégués des sociétaires et pour partie par les personnels pour une durée de 6 ans et renouvelés par tiers.

Dans le cadre de la réglementation en vigueur, le Directeur Général ou, à défaut, le Directeur Général Délégué dûment mandaté, tous deux nommés par le Conseil d'Administration, est chargé de l'exécution des actes de la Mutuelle ainsi que de toutes les décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration.

L'organigramme ci-après formalise la structure organisationnelle des responsabilités et l'intégration des fonctions clés (gestion des risques, conformité, audit interne, actuariat). Il ne reprend donc pas intégralement la structure de l'organigramme fonctionnel de la mutuelle et nous avons choisi une représentation dépendante des fonctions clés. Sachant que l'ensemble des actions est planifié, donne lieu à la publication de comptes rendus et de livrables dont certains font l'objet de validation en Conseil d'administration :



La politique générale de rémunération de la Mutuelle est fonction de la qualité du lien juridique établi avec tout intervenant et prend en considération des indicateurs pertinents (inflation, marché, performance) dans le respect de la législation en vigueur. La Direction Générale décide en la matière sauf lorsqu'elle est elle-même concernée, auquel cas la validation du Conseil d'Administration est requise.

Les intervenants ayant un lien de subordination sont exclusivement rétribués par une rémunération fixe avec un accord d'intéressement et un régime d'autorité pour la participation. Des négociations annuelles

obligatoires permettent de cadrer les évolutions générales en concertation avec les instances représentatives du personnel. Les mérites individuels sont, en outre, pris en compte grâce à une liberté d'appréciation destinée à être réactifs par rapport aux performances constatées. Des indemnités de fin de carrière sont servies dans le cadre d'une police d'assurance dédiée.

En lien avec la diversification des canaux de distribution, les intermédiaires sont rétribués sous forme de commissions formalisées dans un cadre conventionnel. Elles sont fonctions de l'étendue des missions confiées essentiellement centrées sur l'acquisition et/ou d'administration des contrats.

B.2 Exigences de compétence et d'honorabilité

La Présidence de la Mutuelle veille à l'adéquation du niveau de compétence collective de manière permanente permettant de conforter l'exercice des attributions du Conseil d'Administration. A cette fin, des actions de formation sont régulièrement organisées et directement rattachées aux problématiques liés aux fonctions clés (gestion des risques, conformité, audit interne, actuariat).

Les intervenants attributaires d'une des fonctions clés (gestion des risques, conformité, audit interne, actuariat) et ayant un lien de subordination voient les exigences de compétence déterminées et consignées dans une fiche de fonction. Les exigences d'honorabilité sont contrôlées lors du recrutement (production du casier judiciaire).

B.3 Systèmes de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité

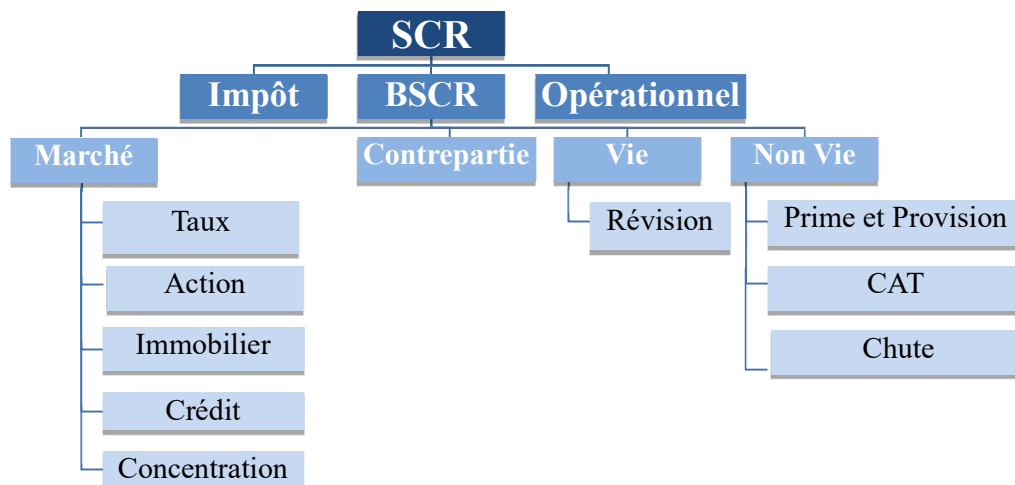
B.3.1 Description du système de gestion des risques :

Dès l'entrée en vigueur de la loi du 1er août 2003 sur la sécurité financière, le Conseil d'Administration a exigé la création d'un Comité d'Audit ayant toute autonomie pour investiguer et ayant accès sans réserve et sans délai aux informations. Celui-ci agit sous la responsabilité exclusive et collective du Conseil d'Administration Dans le cadre de la préparation à la mise en œuvre de la directive Solvabilité 2, une évolution de l'organisation de la Mutuelle a été initiée dès 2011 avec la création d'une Direction des risques regroupant les activités liées à la cartographie des risques, au contrôle interne ainsi que la conformité. En plus de la fonction actuarielle déjà présente au sein de la Mutuelle, la création de la fonction d'audit interne en 2012 nous permet de respecter les exigences relatives aux fonctions clés de la directive Solvabilité 2 (art. 44 et 46 à 48).

Le Conseil d'Administration est informé et consulté tous les trimestres, par le biais d'un rapport, des évolutions et des événements marquants. Cette procédure lui permet d'évaluer régulièrement l'efficacité des dispositifs en place et si nécessaire prendre des dispositions, soit en adaptant le dispositif de contrôle interne et/ou le plan d'audit, soit en demandant à la Direction Générale d'organiser des contrôles supplémentaires.

B.3.2 : Stratégie, processus et procédure de reporting pour chaque catégorie de risques :

La Mutuelle est soumise à la cartographie des risques du pilier 1¹ :



La mise en évidence de l'exhaustivité des risques auxquels est exposée l'entreprise et qui peuvent entraver son fonctionnement normal est obtenue en croisant la cartographie standard du pilier 1 et la nomenclature proposée par l'IFACI qui s'appuie sur les processus établis par la Mutuelle notamment pour les risques opérationnels. Elle contient 4 familles de risques, chacune découpée en catégories et représentant une volumétrie totale de 192 risques identifiés :

¹ La nouvelle réglementation Solvabilité 2 fait la distinction entre les exigences quantitatives (pilier 1), la gouvernance et le processus de contrôle (pilier 2) et les informations communiquées par l'entreprise au superviseur et au public (pilier 3). Solvabilité 2 prévoit deux exigences de capital différentes, le SCR (exigence de capital requise) et le MCR (exigence de capital minimale). Le SCR est basé sur l'exposition aux risques et représente le capital cible nécessaire permettant d'éviter la ruine à 99,5% à l'horizon d'un an. Le calcul du SCR suit une approche structurée. L'idée sous-jacente est que tous les risques potentiellement importants et raisonnablement quantifiables doivent être pris en compte dans l'exigence de capital, puisque tous sont susceptibles d'affecter la solvabilité de l'organisme. Ainsi, la MFA de par sa structure est concernée par quatre risques identifiables à savoir le risque de marché, le risque de contrepartie, le risque de vie (rentes) et le risque de non vie. Le MCR représente un niveau minimum de fonds propres devant être détenu et en dessous duquel l'intervention de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) sera automatique. Le calcul du MCR est basé sur les provisions techniques et les primes annuelles suivant l'application d'une formule linéaire dont le résultat devra être compris entre 25% et 45% du SCR.

Familles	Catégories	Nombre de risques identifiés
Risques d'assurances (22 risques)	Maîtrise des Résultats	1
	Participations aux bénéfices	1
	Provisionnement	3
	Réassurance de protection	3
	Sinistralité non vie / Prestations vie	5
	Souscription	6
	Technique	3
Risques financiers (26 risques)	Adéquation Actif / Passif	8
	Endettement	2
	Gestion d'actifs	13
	Risques de solvabilité	3
Risques opérationnels (128 risques)	Clients / tiers, produits et pratiques commerciales	28
	Dommages aux actifs corporels	7
	Dysfonctionnements de l'activité et des systèmes	13
	Exécution, Livraison et gestion des processus	39
	Fraude externe	8
	Fraude interne	15
	Pratiques en matière d'emploi et de sécurité sur le lieu de travail	18
Risques stratégiques et environnementaux (16 risques)	Autres risques systémiques et exogènes	2
	Législatifs, réglementaires et judiciaires	1
	Marché de l'assurance	2
	Marketing	2
	Organisation	1
	Pilotage	3

	Réputation	5
--	------------	---

B.3.3 Identifier, mesurer, contrôler, gérer et déclarer les risques :

Actuellement, il n'existe pas de structure dédiée type « Comité de risques » pour procéder aux évaluations. Celles-ci sont fixées « à dire d'expert » en accord avec la Direction des risques et les responsables opérationnels.

Un suivi des incidents notables est également en place afin de déclencher une éventuelle révision d'évaluation avec les mêmes méthodes selon la fréquence constatée et les risques concernés.

Par ailleurs, afin d'en fiabiliser l'évaluation, ces risques seront enrichis d'une propriété supplémentaire permettant de mettre en évidence :

- Les risques présents dans le pilier 1 mais dont le calibrage standard ne correspond pas à notre spécificité,
- Les risques absents du pilier 1 mais évalués.

Il convient également de noter que peuvent être mis en évidence des risques absents du pilier 1 et non évaluables. Ces risques feront l'objet d'une présentation narrative.

La méthode d'évaluation reste donc classique : Elle s'appuie sur la probabilité de la réalisation d'un risque et sur son impact. L'ensemble des métriques utilisées pour évaluer en brut et en net les risques identifiés sont exposés dans le guide d'application gestion globale des risques et de la conformité de la Mutuelle.

L'évaluation de ces risques se fait selon la méthode et les critères exposés dans le guide de gestion globale des risques et de la conformité. Il s'agit, selon le type d'évènement déclencheur d'un risque, d'uniformiser les critères de probabilité et d'impact à 4 niveaux selon les tableaux ci-dessous puis prendre en compte une évaluation des dispositifs de contrôle existants et enfin positionner le résultat selon le niveau de tolérance afin de synthétiser 4 catégories de risques (mineur, acceptable, à traiter, majeur).

Probabilités : fréquence de survenance

Niveau	Description	Métrique
1	Improbable	Exceptionnel ; moins d'une fois sur 200 ; moins d'une fois tous les 5 ans ; < 1 %
2	Faible	Rare ; moins d'une fois sur 100 ; moins d'une fois par an ; de 1 à 2 %
3	Possible	Possible ; une à deux fois sur 50 ; une ou deux fois par an ; de 2 à 20 %
4	Vraisemblable	Probable ; plus d'une fois sur 10 ; tous les mois ; > 20 %

Impact : selon la nature

Niveau	Description	Impact humain	Impact financier	Impact légal	Impact image	Impact sur l'efficacité	Impact sur les données (anomalies)
1	Léger	Désagrément, Mécontentement	< 5 000 €	Recours gracieux	Vis-à-vis du personnel	Légère altération des délais	< 1 à 2 %
2	Important	Arrêt < 10 j	Entre 5 000 et 50 000 €	Saisine du médiateur	Vis-à-vis des partenaires	Légère altération de la qualité	Entre 2 % et 10 %

3	Elevé	Arrêt > 10 j	Entre 50 000 et 150 000 €	Recours Tribunal	Vis-à-vis des sociétaires	Altération sensible des délais et/ou de la qualité	Entre 10 % et 20 %
4	Grave	Décès	> 150 000 €	Recours Pénal	Niveau national	Impossibilité de fournir le service	Données inutilisables

Deux approches sont utilisées pour intégrer ces risques dans l'évaluation interne :

- Si le risque existe dans la formule standard du pilier 1, une étude spécifique est réalisée pour quantifier les éventuels écarts entre le profil de risque spécifique et les hypothèses de la formule standard. Nous retiendrons l'évaluation la plus exigeante en capital.
- Sinon (le risque n'existe pas dans la formule standard) si son évaluation aboutit à un impact significatif sur la solvabilité de l'entreprise, cet impact sera intégré par ajout à l'évaluation interne.

B.3.4 Intégration dans la structure organisationnelle et dans les prises de décision (y compris fonction gestion des risques):

Intimement liées aux orientations stratégiques telles que résultant des résolutions adoptées par les organes de gouvernance, les obligations attachées au principe de la « personne prudente » intègrent et s'organisent autour des deux axes majeurs suivants :

- Maintenir un équilibre nécessaire dans la politique tarifaire entre le coût des sinistres et les coûts de chargement associés liés aux frais généraux, à la réassurance et au rendement financier afin de satisfaire à une politique de juste prix.
Cette orientation stratégique trouve toute sa place dans les calculs modélisés déterminant les termes de l'exploitation et le solde des provisions techniques.
- Respecter une allocation de placement correspondant à un profil de gestion prudent privilégiant la solvabilité à la rentabilité et à la liquidité.
Cette orientation stratégique encadre la modélisation des placements et impacte les exigences en fonds propres nécessaires.

Sur le fondement de ces orientations stratégiques, les risques sont priorisés et leurs évaluations ainsi que leurs traitements donnent lieu à des comptes rendus périodiques servant de base aux décisions d'ajustements nécessaires à la maîtrise de ces derniers.

B.3.5 Description du processus EIRS (ORSA):

A partir des travaux de « pilier 1 », les termes de l'exploitation de la Mutuelle dégagent les indicateurs de la situation initiale par lignes d'activité en responsabilité civile automobile, dommages automobile, dommages aux biens, responsabilité civile générale, pertes pécuniaires et transport, pour servir de base aux travaux d'analyse projetée et stressée de nos propres risques à horizon de 5 ans, étant spécifié que le ratio de couverture des exigences en capital se doit d'être au moins égal à 200% du SCR « pilier1 ».

Dans un premier temps, l'adéquation de la formule standard aux risques de pilier1 donne lieu à des ajustements de métrique par risques et sous modules de risques conduisant une exigence renforcée en capital dans une vision économique.

Le respect permanent des exigences de capital et de provisions techniques s'inscrit dans un contexte de maîtrise des flux de trésorerie intégrant des primes encaissées de manière fractionnée et d'un programme

de réassurance autorisant des appels au comptant, donnant lieu à des situations trimestrielles. Les indicateurs d'activités conduisent à devoir émettre un bilan économique intermédiaire approché par des techniques de révision appropriées.

Dans un second temps, les hypothèses retenues du plan d'affaires constituent l'ossature du scénario central donnant lieu, suivant une méthodologie de projection, à l'application d'hypothèses et de scénarios de stress.

Les résultats obtenus peuvent influencer le plan de développement et des pistes d'améliorations futures de l'ensemble des processus, sachant qu'il s'agit avant tout de vérifier que les orientations stratégiques sont bien respectées.

B.3.6 Fréquence d'approbation par l'OAGC :

Dans sa mise en œuvre opérationnelle, l'organisation de gouvernance ci-dessus présentée fait intervenir des comités, des procédures de gestion et des états de reporting. Ainsi, des tableaux trimestriels sur les résultats viennent compléter des indicateurs techniques mensuels du suivi de l'activité commerciale. Mensuellement, les critères de souscription sont appliqués au portefeuille existant pour détecter puis traiter les contrats en anomalie.

Un système de gestion centralisée des incidents permet d'enrichir la cartographie des risques ou, le cas échéant, de réviser l'évaluation d'un risque connu. Quand cela est nécessaire, ce suivi des incidents donne lieu à un plan d'action ayant pour objectif soit de mettre en place un dispositif de contrôle, soit d'améliorer le dispositif existant.

Un rapport de contrôle trimestriel, à compter du 1^{er} janvier 2017 est prévu d'être présenté aux organes de gouvernance, rendant compte de l'état de l'environnement de risques, des incidents notables et des actions en cours.

Les travaux d'EIRS (ORSA) sont à minima déclenchés une fois par an.

B.3.7 Détermination de besoins de solvabilité:

Sachant que l'appétence au risque est le niveau de risque agrégé que la Mutuelle accepte de prendre en lien avec le choix d'une dimension, d'une mesure ou d'un degré de confiance afin de mener à bien son objectif de pérennité et de développement de son activité, il sera préférable de bâtir un processus d'ORSA intégrant **au moins deux dimensions** : la **solvabilité** (mesurée *via* le SCR) et la **rentabilité** (mesurée par exemple *via* l'efficacité des fonds propres). Ceci permettra de définir non pas un plafond d'allocation mais un intervalle d'allocation (le plancher étant la conséquence de contraintes sur la rentabilité de la Mutuelle). La définition de l'appétence aux risques de la Mutuelle entend privilégier la solvabilité, eu égard à la compétence du superviseur dans l'attribution ou le retrait des agréments requis sine qua non à l'exercice de toute activité assurantielle. La dimension de la liquidité sera prise en considération le cas échéant.

Il en découle donc une dimension attachée à la solvabilité laquelle est mesurable par le ratio de solvabilité réglementaire à un horizon de temps à définir. Ce choix fait passer au second plan la dimension « résultat » ou de « valeur économique des fonds propres » plus intrinsèquement attendue par le sociétariat. La projection des facteurs de risques doit conduire à une vérification des contraintes de l'appétence aux risques afin de déterminer les limites opérationnelles et leur suivi.

En vertu de la réglementation issue de la Directive 2010/138, la Mutuelle doit disposer en permanence de fonds à même de faire face à ces engagements constitués par la meilleure estimation des provisions techniques, d'une marge de risque et des capitaux ne pouvant règlementairement être inférieurs au capital requis pour la solvabilité (SCR) lequel comprend un minimum de capital requis (MCR).

La traduction de l'appétence pour le risque de la Mutuelle consiste sur l'horizon de 5 ans dans un ratio de couverture du SCR pilier 1 au moins égal à 200%.

Après avoir défini le niveau de l'appétence au risque, il convient de déterminer les seuils de tolérance pour les sous modules de risques. L'objectif est d'évaluer, pour une appétence donnée, de quelle manière chaque sous module de risque y contribue. Ainsi, seront connus les modules plus exigeants en fonds propres.

Pour répondre à cette problématique, plusieurs méthodes peuvent être citées : la méthode proportionnelle, la méthode marginale et la méthode Shapley. Bien que la méthode proportionnelle² ne tienne pas compte des bénéfices de diversification, nous choisissons de l'utiliser du fait de sa facilité de mise en œuvre.

B.4 Système de contrôle interne

B.4.1 La politique de contrôle interne :

La **charte du contrôle interne** a été validée par le Conseil d'Administration de décembre 2012. Elle fait référence à deux autres documents permettant de décrire de façon précise le périmètre du dispositif :

- **Le cadre de référence** : Basé sur le cadre de référence AMF de juillet 2010, il donne la définition de tous les termes utilisés dans le cadre de l'activité, définit les objectifs de l'activité en précisant ses principes, son cadre et ses limites et attribue les rôles et les responsabilités dans une approche par les processus
- **Le guide d'application** : Il décrit la mise en œuvre opérationnelle de la gestion des risques en définissant les 3 familles de processus (métier, pilotage, support), propose les familles de risques opérationnels, les méthodes d'identification et d'évaluation, décrit le registre permanent des risques et présente la fiche de déclaration d'incident et enfin pose les principes de revue et de reporting.

B.4.2 Système de contrôle interne :

B.4.2.1 Description du système de Contrôle interne

Conformément aux bonnes pratiques et aux recommandations de l'ACPR, le contrôle a deux natures :

- Le contrôle permanent : il existe d'une façon intégrée en premier niveau dans les services opérationnels ainsi que dans les systèmes d'information utilisés par la mutuelle. Il est enrichi au deuxième niveau par les missions de certaines fonctions-clés ;
- Le contrôle périodique : le contrôle périodique de troisième niveau est une activité indépendante et objective qui donne à l'entreprise une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations et lui apporte ses conseils pour les améliorer.

Un dispositif partiellement automatisé s'appuie sur un principe d'habilitations. Les outils informatiques développés en spécifique permettent de définir et de gérer des profils d'habilitation de façon à répartir les responsabilités en fonction des niveaux de maîtrise technique des produits commercialisés. C'est également à ce niveau de contrôle permanent qu'est vérifié le strict respect des codes internes et des bonnes pratiques.

Le périmètre du contrôle interne se définit naturellement autour du risque de souscription par le biais des règles métier (hors aspects actuariels) et le risque opérationnel regroupé en 6 familles :

- Risques liés au **personnel et à la culture d'entreprise**, tels que les collaborateurs clés, l'adéquation des compétences, les vols et fraudes internes, les pratiques en matière d'emplois, etc.,
- Risques liés aux **dysfonctionnements potentiels des processus métiers internes**, comme les erreurs de saisie, les services clients, les réclamations,
- Risques **externes**, tels ceux liés aux fournisseurs ou sous-traitants, au vol ou à la fraude externe,
- Risques **technologiques** avec la survenance des pannes d'infrastructure, les matériels, l'inadaptation des systèmes d'informations,
- Risques de non **continuité d'activité** et les problématiques de plan de reprise, récupération de données et leur intégrité et confidentialité,
- Risques liés aux **projets** et notamment aux méthodes de gestion de ces projets et à l'affectation des ressources adaptées

Le risque de souscription quant à lui fait l'objet de deux niveaux de contrôles :

- Un premier niveau pris en charge par les responsables opérationnels consiste à vérifier la conformité technique de chaque nouvelle souscription en vérifiant le respect des règles métier et les paramètres techniques de la souscription
- Un deuxième niveau s'enquiert
 - d'une part de la conformité juridique des souscriptions en vérifiant la présence d'éléments obligatoires ainsi que la satisfaction du devoir de conseil
 - d'autre part de la conformité de certaines opérations particulières comme la gestion des impayés, les remises en vigueur ou le respect des règles de tarification

La filière risques s'en trouve organisée selon le principe des trois lignes de défense tel que représenté dans le tableau ci-dessous.

Niveau	Type de contrôle	Responsables	Prestations
--------	------------------	--------------	-------------

1	Contrôle permanent Via le système d'information et les services opérationnels	Responsables de services ou adjoints	Reporting périodiques et base de recensements des incidents
2	Contrôle permanent et périodique via les fonctions clés	Fonctions gestion des risques, actuarielle, audit interne et vérification de la conformité	Rapports des fonctions clés, Reporting du contrôle interne
3	Contrôle permanent et périodique OAGC (AMSB)	Comité d'audit, CA et fonction audit interne	Rapport trimestriels et rapport audit interne

B.4.2.2 Processus et procédures

L'ensemble du processus et des procédures du système de contrôle interne de la mutuelle sont rassemblés dans une charte du contrôle interne.

Le conseil d'Administration est chargé de définir, de donner les moyens et de surveiller un système de contrôle interne adapté à la situation et à l'activité de la mutuelle. Il est tenu régulièrement informé de ses dysfonctionnements, de ses insuffisances et de ses difficultés d'application, et veille à l'engagement des actions correctives.

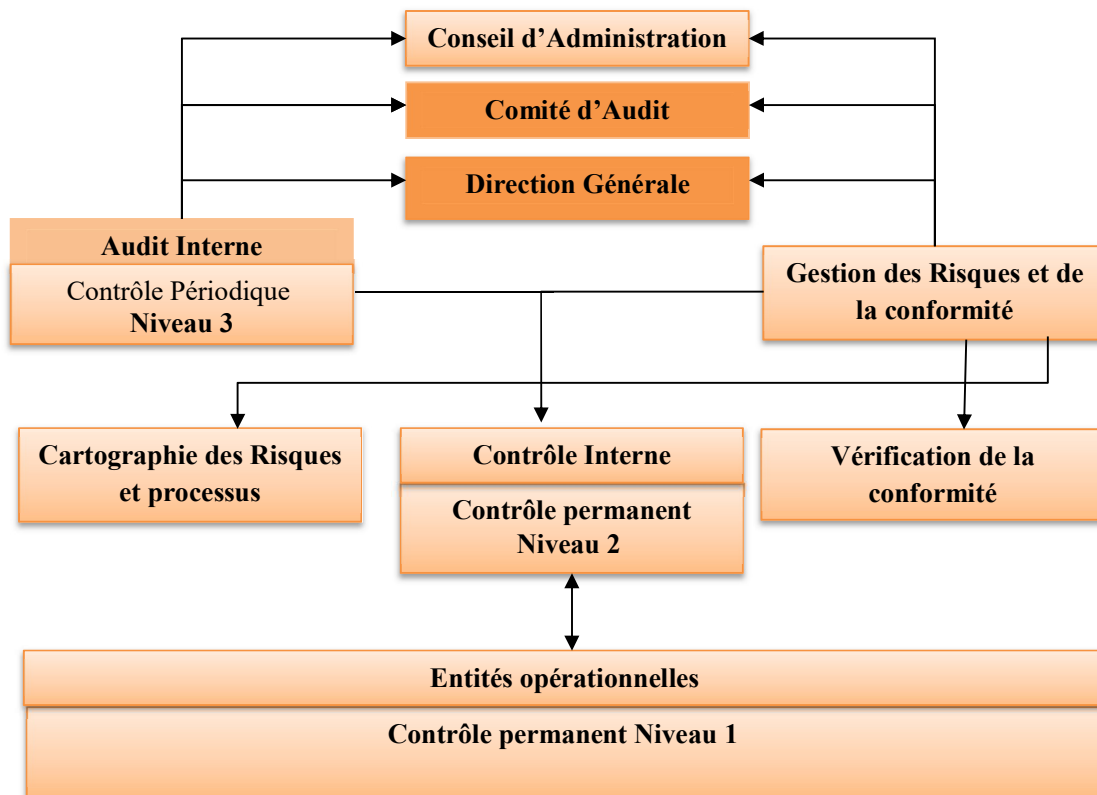
Dans le cadre du système de contrôle interne, l'audit interne est la fonction-clé du système de gouvernance qui assure des missions de contrôle périodique : il aide l'organisation à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de gestion des risques, de contrôle interne et de gouvernance d'entreprise, et en faisant des propositions pour renforcer leur efficacité (Cf. définition de l'IFACI). C'est l'audit interne qui assure le suivi des recommandations d'audit transformées en plans d'actions par le Contrôle interne.

Par ailleurs, concernant le système de contrôle interne évoqué dans l'article R336-1 du Code des Assurances, une fonction centralisée de coordination a été mise en place. Elle occupe les missions suivantes :

- veille sur les obligations réglementaires en matière de contrôle interne ;
- assurance sur la maîtrise des risques opérationnels (base incidents) ;
- cohérence d'ensemble de la cartographie des processus et des risques ;
- Communication interne et externe ;
- Diffusion de glossaire et de guide méthodologique du contrôle interne ;
- Proposition de grands axes pour la formation (salariés et administrateurs).

La fonction centrale de contrôle interne s'appuie sur un réseau de « pilotes de processus » (responsables pour chaque activité, ayant une autorité reconnue), en charge des risques sur leurs activités, les actions de maîtrise associées, leurs plans de contrôle, mais constituent aussi des relais d'information / formation et des forces de proposition, à l'instar du réseau pour la fonction gestion des risques (la plupart du temps les membres de ces deux réseaux sont les mêmes personnes).

Schématiquement cette organisation est représentée comme suit :



B.4.2.3 Fonction vérification de la conformité:

Le lien étroit entre la fonction vérification de conformité et la Direction des Risques permet de bénéficier de l'ensemble des outils mis en place en termes de veille, de cartographie des processus, d'identification et d'évaluation des risques, et donc de la formalisation et du suivi des dispositifs de contrôles correspondants.

C'est pourquoi la **charte du contrôle interne** permet d'étendre le périmètre du Contrôle Interne décrit au paragraphe B.4.2.2 au domaine de la conformité en s'attachant plus particulièrement au bon fonctionnement d'une veille permanente sur :

- Le respect des recommandations de la CNIL, particulièrement dans le domaine du Marketing et des données médicales dans le cadre de la gestion des dossiers indemnisations,
- Le respect des règles de protection des consommateurs, la gestion des réclamations, la rédaction de fiches produits et conditions générales des contrats d'assurance commercialisés par la MFA.
- Des procédures de souscription et de gestion des indemnisations notamment sur le respect du devoir d'information et de conseil

Une veille permanente est en place afin de répondre aux contraintes réglementaires en matière de conformité notamment par le biais des groupes de travail et commissions spécialisés organisés par la Fédération Française de l'Assurance à laquelle adhère la Mutuelle.

Risques liés aux sinistres :

Il s'agit essentiellement de la détection des fraudes. La méthode s'appuie sur des statistiques selon la nature du dossier et le profil du sociétaire permettant de filtrer quotidiennement les dossiers et met en œuvre le croisement d'informations de sources différentes telles qu'ARGOS, ALFA, les experts automobile, les réparateurs et les forces de police. Les cas avérés font l'objet d'une diffusion d'information en interne.

Une liste filtrée suivant ces critères est fournie quotidiennement au service Contrôle et Surveillance afin de vérifier tous les éléments des dossiers. Si des doutes persistent à l'issue de cette première vérification, une enquête approfondie peut être lancée.

Risques liés aux produits d'assurance Vie et bancaires :

La MFA est distributeur de produits d'épargne et de retraite de son partenaire MUTAVIE. Dans ce cadre, des formations régulières sont organisées par notre partenaire avec un effort particulier concernant le « devoir de conseil » d'une part et la « connaissance du client » d'autre part.

La distribution de ces produits se fait par le biais d'outils que notre partenaire met à disposition et l'ensemble des points critiques devant faire l'objet d'une validation systématique par le partenaire se trouve inclus dans ces outils. Par ailleurs, un tableau de suivi des actions nécessaires fait l'objet de réactualisation en collaboration avec le partenaire.

S'agissant des produits bancaires délivrés par la SOCRAM, la MFA commercialise notamment des produits de type crédits à la consommation. Dans ce contexte, la MFA apporte une garantie de bonne réalisation de ces opérations et participe à la réalisation des contrôles permanents définis par les équipes du partenaire.

Au 31/12/2017, aucun engagement hors bilan n'est à constater compte tenu d'un nombre de défaillance historiquement très limité et confirmant les chiffres des exercices antérieurs.

Risques liés aux intermédiaires :

La recherche de diversification de ses canaux de distribution a amené la Mutuelle à nouer des partenariats avec des intermédiaires en assurance.

Afin de maîtriser les risques juridiques et techniques liés à ce mode de distribution, la MFA impose une formalisation standard à chaque partenaire. Cette formalisation comprend, outre les aspects réglementaires (capacité, inscription ORIAS, respect des obligations) des critères techniques d'acceptation qui doivent être respectés ainsi que les procédures à mettre en place.

La traduction naturelle de cette démarche se fait par le biais d'audits réguliers sur place et sur pièces qui sont systématiquement prévus dans les protocoles d'accord.

B.5 Fonction d'audit interne

La capacité administrative de remplir les tâches d'audit interne est définie comme un ensemble d'étapes qui permettent de donner au Conseil d'Administration et à la Direction Générale une assurance quant à l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques et à leur permettre une prise de décision commune et la plus satisfaisante possible. Toutes les activités et tous les processus de gestion

sont sujets à un audit et sont audités suffisamment régulièrement. L'Auditeur interne peut, dans certains cas précis, faire appel à des services de conseil pour bénéficier d'un soutien spécialisé.

B.6 Fonction actuarielle

La fonction actuarielle est définie à l'article 48 de la Directive européenne 2010-138. Il dispose la mise en place d'une fonction actuarielle efficace afin de:

- coordonner le calcul des provisions techniques;
- garantir le caractère approprié des méthodologies, des modèles sous-jacents et des hypothèses utilisés pour le calcul des provisions techniques;
- apprécier la suffisance et la qualité des données utilisées dans le calcul des provisions techniques;
- comparer les meilleures estimations aux observations empiriques;
- informer l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle de la fiabilité et du caractère adéquat du calcul des provisions techniques;
- superviser le calcul des provisions techniques dans les cas visés à l'article 82;
- émettre un avis sur la politique globale de souscription;
- émettre un avis sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance; et
- contribuer à la mise en œuvre effective du système de gestion des risques visé à l'article 44, en particulier pour ce qui concerne la modélisation des risques sous-tendant le calcul des exigences de capital prévu au chapitre VI, sections 4 et 5, et pour ce qui concerne l'évaluation visée à l'article 45.

B.7 Sous-traitance

La «sous-traitance» est un accord, quelle que soit sa forme, conclu entre une entreprise d'assurance ou de réassurance et un prestataire de services, soumis ou non à un contrôle, en vertu duquel ce prestataire de services exécute, soit directement, soit en recourant lui-même à la sous-traitance, une procédure, un service ou une activité, qui serait autrement exécuté par l'entreprise d'assurance ou de réassurance elle-même.

Il s'agit tout d'abord d'activités liées au cœur de métier « assurance » et qui ne peuvent pas être exercées directement faute d'agrément:

- **Assistance** : Le recours à une société d'assistance permet d'offrir aux sociétaires des prestations de service aux personnes et aux biens en bénéficiant d'une infrastructure et de réseaux pouvant les mettre en œuvre dans les meilleures conditions de qualité.
- **Protection Juridique** : L'assurance Protection Juridique est gérée selon la seconde des trois modalités prévues par l'article L 322-2-3 du Code des Assurances : Sa gestion est donc confiée à une entreprise distincte.
- **Réparation Directe Habitation** :
 - **Urgence** : Remise en état des protections mécaniques suite à vol ou tentative de vol.
 - **Dommmages** : Mise à disposition d'un artisan, à la demande du sociétaire victime d'un sinistre lui ayant causé un dommage immobilier ou aux embellissements.

Il a été ensuite décidé d'avoir recours au partenariat dans une volonté stratégique de développement permettant ainsi d'accroître son portefeuille en intermédiation. A la différence des 2 types suivants d'externalisation répondant plus à un souci d'optimisation des coûts ou une amélioration du service, cette forme d'externalisation touchant « le cœur de métier » implique une analyse plus particulière axée sur des qualités, compétences et valeurs mutualistes d'humanisme et de solidarité communes.

Il a été décidé d'avoir recours à des compétences externes spécialisées plutôt que de mobiliser des ressources internes qu'il serait délicat pour elle de rentabiliser :

- pour la gestion des **placements** mobiliers (Asset Management),
- pour la gestion du parc **immobilier** : le patrimoine immobilier est directement géré par la Mutuelle mais la gestion locative est confiée à des cabinets spécialisés,
- pour la **réassurance** ou autres techniques d'atténuation des risques.

La technicité des politiques de réduction des risques, organisées en excédent de sinistres, est partagée avec un courtier dédié par métier avec des modélisations appropriées sur des risques extrêmes en vue de maîtriser des intensités et leur occurrence notamment sur les risques catastrophiques naturels ou du fait de l'homme.

Enfin, la sous-traitance concerne aussi les fonctions logistiques dans un objectif d'améliorer le niveau de productivité :

- **Editique** : un prestataire se charge de l'impression, de la mise sous pli et de l'affranchissement des documents édités en masse : Avis d'échéance, cartes vertes, recommandés.
- **Affranchissement** : La Poste se charge de procéder à la collecte et à l'affranchissement des courriers édités au jour le jour pour certaines entités de la MFA selon le volume de courriers expédiés (le siège, les espaces d'Argenteuil, de Maisons Alfort, Saint Quentin et Sevran)
- **Traitement des coupons de règlement** : un prestataire se charge de la gestion des flux des bordereaux de règlement entrants.

B.8 Autres informations

A ce stade, aucune autre information n'est à relever.

C. PROFIL DE RISQUE

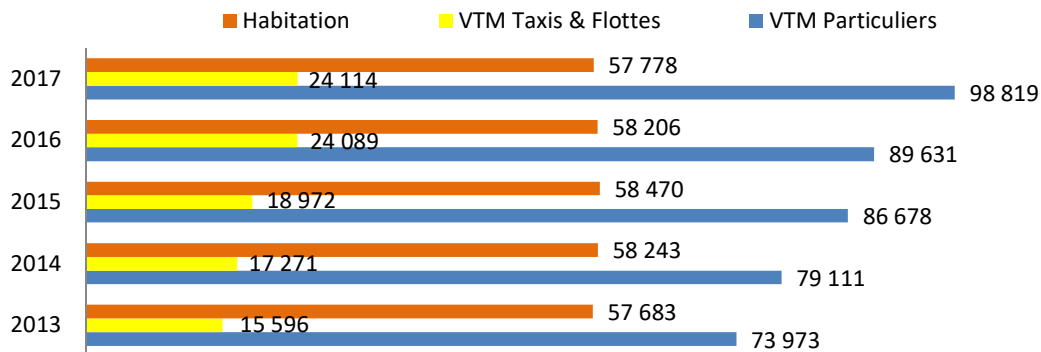
C.1 Risque de souscription

Le «risque de souscription» réside dans un risque de perte ou de changement défavorable de la valeur des engagements d'assurance, en raison d'hypothèses inadéquates en matière de tarification et de provisionnement.

Cependant, il est constant que les «techniques d'atténuation du risque» définies comme toutes les techniques qui permettent de transférer tout ou partie de leurs risques à une autre partie sont pratiquées en lien principalement avec les franchises convenues et les programmes de réassurance révisés annuellement, sachant que statutairement notre société est à cotisations variables.

De plus, les «effets de diversification» sont recherchés s'agissant d'une réduction de l'exposition au risque qu'entraîne le fait de diversifier ses offres assurantielles, dès lors que le résultat défavorable d'un risque peut être compensé par le résultat plus favorable d'un autre risque, lorsque ces risques ne sont pas parfaitement corrélés. Ceci est bien vérifié par les offres AUTO des professionnels et AUTO des particuliers complétées par nos couvertures en HABITATION.

De manière synoptique, la qualité intrinsèque du portefeuille manifeste, selon les offres assurantielles, les distributions suivantes depuis cinq ans:



Au 31 décembre 2017, le risque de souscription enregistre de exigences de fonds propres, après jeu de la diversification, d'un montant de 225 k€ en vie, issues des rentes viagères en service, et d'un montant de 28 314 k€ pour les risques de souscription en dommages non vie. Les tableaux récapitulatifs ci-après reportent par nature les opérations obtenues pour ce module de risque.

Souscription vie	Montant en k€	%
Mortalité	-	0,0%
Longévité	136	47,9%
Incapacité/Invalidité	-	0,0%
Rachat	-	0,0%
Frais	-	0,0%
Révision	148	52,1%
Catastrophe	-	0,0%
TOTAL	284	100,0%
<i>Effets de diversification</i>	<i>-59</i>	<i>-20,9%</i>

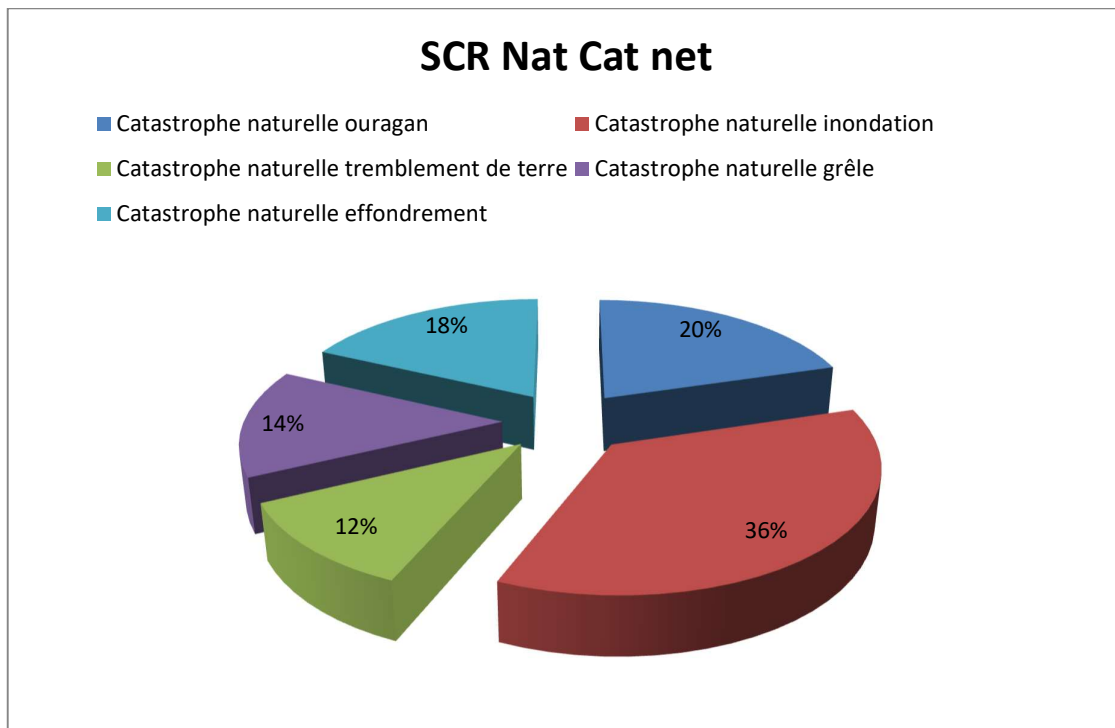
Souscription non-vie	Montant en k€	%
Primes et provisionnement	27 129	86,3%
CAT	3 772	12,0%
Chute	533	1,7%
TOTAL	31 434	100,0%
<i>Effets de diversification</i>	<i>- 3 120</i>	<i>-9,9%</i>

Dans un contexte où les risques catastrophiques calculés selon les dispositions en vigueur du fait de la nature ou de l'action humaine s'établissent de la façon suivante dans un montant de 3 772 k€:

Non-Vie Risque CAT	3 771,91 k€
<i>Effets de diversification</i>	<i>-1 514,54 k€</i>
Somme des composants de risque	5 286,45 k€
catastrophes naturelles	2 999,60 k€
catastrophes man-made	2 286,84 k€
catastrophes pour la réassurance non proportionnelle	- €
autres catastrophes	- €

Sachant que la distribution des risques catastrophiques se répartit ainsi en milliers d'euros :

	Brut	Atténuation	Net
Périls diversifiés pour les CAT NAT (en K€)	15 384	12 384	3 000
Somme des composants de risque	26 014	19 850	6 164
Catastrophe naturelle ouragan	6 500	5 244	1 256
Catastrophe naturelle inondation	13 462	11 242	2 220
Catastrophe naturelle tremblement de terre	1 411	705	705
Catastrophe naturelle grêle	1 857	985	873
Catastrophe naturelle effondrement	2 784	1 674	1 110



Et où le risque de chute des aliments d'assurance, en lien avec une attrition du portefeuille des garanties délivrées, ressort, selon la matrice applicable, à une exigence de capital de l'ordre de 533 k€.

C.2 Risque de marché

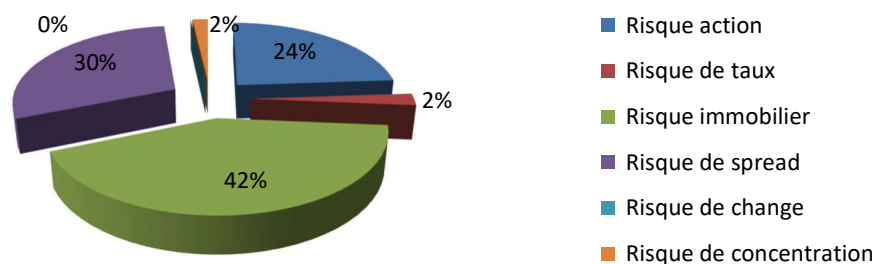
Le «risque de marché» est un risque de perte, ou de changement défavorable de la situation financière, résultant, directement ou indirectement, de fluctuations affectant le niveau et la volatilité de la valeur de marché des actifs, des passifs et des instruments financiers.

Se devant d'assurer une diversification des investissements et une réduction des facteurs de concentration des placements, toutes les expositions au risque qui sont assorties d'un potentiel de perte suffisamment important pour menacer la solvabilité ou la situation financière sont contenues par une allocation stratégique. Celle-ci s'inscrit dans un profil de gestion prudent adverse aux classes d'actifs risqués et comprenant des compartiments contra-cycliques comme l'immobilier direct privilégiant des implantations en hyper centre ou centre sur les principales métropoles françaises compatibles avec la constitution d'un réseau et d'immeubles de placement pour se prémunir des facteurs d'érosion monétaire.

Il est constant que les financements obligataires directs constituent l'axe majeur des placements avec une primauté d'émetteurs publics ou privés dans une diversification sectorielle adaptée ayant une solvabilité avérée d'excellente qualité, un rendement convenable en lien avec les politiques de taux de la banque centrale et une liquidité vérifiable sur les marchés financiers.

Au 31 décembre 2017, le risque de marché enregistre les exigences de fonds propres de l'ordre de 22 769 k€ avec la ventilation suivante :

	Montant en k€	%
Risque action	6 366 k€	23,9%
Risque de taux	648 k€	2,4%
Risque immobilier	11 300 k€	42,4%
Risque de spread	7 845 k€	29,5%
Risque de change	-	0,0%
Risque de concentration	480 k€	1,8%
TOTAL	26 640 k€	100,0%
<i>Effets de diversification</i>	<i>- 3 871 k€</i>	<i>-14,5%</i>



C.3 Risque de crédit

Le «risque de crédit» est un risque de perte, ou de changement défavorable de la situation financière, résultant de fluctuations affectant la qualité de crédit d'émetteurs de valeurs mobilières, de contreparties ou de tout débiteur, auquel les entreprises d'assurance et de réassurance sont exposées sous forme de risque de contrepartie, de risque lié à la marge ou de concentration du risque de marché.

Au 31 décembre 2017, les risques de taux et de spread ont une exigence respective en fonds propres dans les tableaux joints ci-après :

Risque de taux d'intérêt	648,47 k€
net Risque de taux d'intérêt	648,47 k€
Risque de taux d'intérêt après choc à la hausse	- k€
Risque de taux d'intérêt après choc à la baisse	648,47 k€
net Risque de taux d'intérêt après choc à la hausse	- k€
net Risque de taux d'intérêt après choc à la baisse	648,47 k€

Risque de spread pour les obligations	8 615 K€
Risque de spread pour les obligations (net)	8 615 K€
Actif net initial	126 573 K€
BOF après choc (brut)	117 958 K€
BOF après choc (net)	117 958 K€

C.4 Risque de liquidité

Le «risque de liquidité» est constitué par le risque, pour les entreprises d'assurance, de ne pas pouvoir réaliser leurs investissements et autres actifs en vue d'honorer leurs engagements financiers au moment où ceux-ci deviennent exigibles.

Dans le cadre des orientations stratégiques de la Mutuelle, les exigences de bonne fin envers les assurés déterminent les choix d'investissement. Le profil de risque invite à une gestion prudente en privilégiant la certitude d'obtenir la restitution des fonds placés, c'est-à-dire la primauté de la sécurité au rendement. Des rendements élevés manifestant des prises de risques sont incompatibles avec une orientation adverse à la spéculation ou susceptibles d'obérer les restitutions.

Une liquidité des placements se doit d'être satisfaisante en lien avec la duration des actifs et des passifs. Il convient aussi de se prémunir des risques d'érosion monétaire et de change. C'est pourquoi, d'une part, la monnaie nationale est préférée et, qu'autre part, dans les investissements, une manne est dédiée à des classes d'actifs résistants aux aléas monétaires.

Les placements sont ventilés en cinq principales classes d'actifs : les obligations détenues en direct et via les fonds OPCVM Obligataires, les sicav monétaires, les actions (OPCVM actions et alternatifs, OPCVM Convertibles), les titres de participations et l'immobilier. Par ailleurs, signalons que la Mutuelle n'effectue aucune opération sur les marchés d'instruments financiers à terme.

Composition du portefeuille en valeur nette comptable (en milliers d'euros)				
	31/12/2016	31/12/2017	variation	distribution
Obligations	110 501	107 963	-2%	78%
Monétaire	4 854	3 048	-37%	2%
Actions	4 355	4 752	9%	3%
Participations	3 321	4 307	30%	3%
Immobilier	17 932	18 350	2%	13%
Total	140 963	138 420	-2%	100%
Composition du portefeuille en valeur de réalisation (en milliers d'euros)				
	31/12/2016	31/12/2017	variation	distribution
Obligations	118 603	113 883	-4%	64%
Monétaire	4 877	3 067	-37%	2%
Actions	4 471	5 037	13%	3%
Participations	8 836	9 824	11%	6%
Immobilier	43 383	45 370	5%	26%
Total	180 170	177 181	-2%	100%

C.5 Risque opérationnel

Les «risques opérationnels» sont définis comme un risque de perte résultant de procédures internes, de membres du personnel ou de systèmes inadéquats ou défectueux, ou d'événements extérieurs.

Au 31 décembre 2017, le risque opérationnel enregistre les exigences de fonds propres suivantes :

Risque opérationnel - charge en capital	4 213,67 k€
Composante Prime	2 238,93 k€
Primes acquises brutes (Vie)	- k€
Primes acquises brutes (UC)	- k€
Primes acquises brutes (Non-Vie)	74 630,98 k€
Primes acquises brutes (Vie - année précédente)	- k€
Primes acquises brutes (UC - année précédente)	- k€
Primes acquises brutes (Non-Vie - année précédente)	62 789,00 k€
Composante provisionnement	4 213,67 k€
Provisions techniques Vie	15 619,00 k€
Provisions techniques Vie (UC)	- k€
Provisions techniques non-vie	138 112,93 k€

C.6 Autres risques importants

Il n'est pas dénombré d'autres risques importants.

C.7 Autres informations

A ce stade, aucune autre information n'est à relever.

D. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE

La Mutuelle Fraternelle d'Assurances a arrêté ses comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 conformément à la réglementation édictée par le Code des assurances issue de la Directive européenne 2010-138 et du règlement délégué 2015-35 en lien avec les préconisations de l'Autorité nationale de la comptabilité contenues dans le règlement homologué 2015-11 et par défaut les principes et modes d'évaluation issus du Plan comptable général.

Toutes les données nécessaires au bilan prudentiel sont issues de la balance comptable, de l'inventaire des valeurs au bilan et des calculs des meilleures estimations des provisions techniques et de la marge de risque. Un tableau récapitulatif des règles de valorisation pour le bilan prudentiel a été réalisé.

L'ensemble des actifs financiers et immobiliers de la société a été traité y compris ceux remis en garantie ou en nantissement des traités de réassurance.

L'actualisation de la meilleure estimation des provisions techniques est réalisée à partir de la courbe des taux sans risques publiée par EIOPA³ le 10/01/2018 dans le fichier EIOPA_RFR_20171231_term_structures.xls.

² <https://eiopa.europa.eu/regulation-supervision/insurance/solvency-ii-technical-information/risk-free-interest-rate-term-structures>

D.1 Actifs**D.1.1 Tableau récapitulatif en K€**

ACTIFS en K€	Mode de valorisation S2	Source valorisation	Valeur dans les comptes sociaux	Solvabilité 2	Delta
Participations	Valeur nette comptable		300	-	-300
Autres incorporels	Valeur neutralisée	Comptabilité	-	-	-
Engagements sociaux Indemnité de fin de carrières	Estimation actuarielle	Valorisation gestionnaire actif	-	783	783
Immobilier d'exploitation	Expertise quinquennale actualisée annuellement	Expertise 2017	9 083	18 166	9 083
Immobilier coté (placement)	Valeur de marché	Comptabilité	8 267	26 035	17 768
Actions non cotées (hors participation)	Valeur nette comptable	Comptabilité	6 758	12 351	5 594
Actions cotées	Valeur de marché	Valorisation gestionnaire d'actif	14 021	14 485	464
Obligations souveraines	Valeur de marché coupons courus inclus	Valorisation gestionnaire actif	1 460	1 517	58
Obligations corporate (autres)	Valeur de marché coupons courus inclus	Valorisation gestionnaire actif	98 832	104 519	5 687
Autres investissements	Valeur de marché	Valorisation gestionnaire actif	83	83	-
Dépôts espèces chez les cédantes	Valeur nette comptable	Comptabilité	-	-	-
Prêts sans collatéral	Valeur nette comptable	Comptabilité	-	-	-
Crédits d'impôt non utilisés	Valeur comptable	Comptabilité	1 314	1 314	-
Caisse et compte courant	Valeur nette comptable	Comptabilité	157	157	-
Dépôts bancaires court terme	Valeur comptable	Comptabilité	-	-	-
Parts des réassureurs dans les provisions techniques	Meilleures estimations des provisions	Actuariat et statistiques	46 250	45 383	- 866
Autres actifs	Valeur nette comptable	Comptabilité	41 352	37 705	- 3 647

D.1.2 Informations complémentaires

Le portefeuille de valeurs mobilières est constitué d'actifs détenus à des fins de transaction donnant lieu à une évaluation selon la méthode de la juste valeur.

Approche par transparence

Actuellement, le portefeuille OPC (organisme de placement collectif) de la MFA présente 7% du portefeuille total des placements et ont été mis en transparence. L'évaluation des risques encourus a été donc réalisée et manifeste les facteurs suivants :

Libellé	VB détenue	VB OPC	taux de détention	Nb Obligations	VB Obligations	Nb Autres actifs	VB Autres actifs S.J.
OFI RS LIQUIDITES SI.4DEC	152 405	525 946 313	0,03%	16	36 162	83	116 243
OFI GLOB.BD ABS.RET.I SI.4DEC	2 297 885	168 639 086	1,36%	170	1 825 271	26	472 614
OFI RS EURO EQUITY D FCP 4DEC	1 515 864	424 230 303	0,36%	0	-	72	1 515 864
OFI RS EUR.CR.SH.TER.I FCP4DEC	2 914 205	500 989 512	0,58%	139	2 685 938	20	228 267
OFI HIGH YIELD 2018 C/D FCP 4D	2 213 420	119 011 012	1,86%	30	1 988 845	2	224 575
OFI HIGH YIELD 2020 CD FCP4DEC	2 332 748	133 908 471	1,74%	36	2 153 981	2	178 767
OFI EURO BREAKEVEN INFLAT.I C.	631 678	135 730 894	0,47%	14	612 898	5	18 780
OFI EURO BREAKEVEN INF.I XL C.	333 277	135 730 894	0,25%	14	323 368	5	9 909
Total (en €)	12 391 482	2 144 186 486		419	9 626 463	215	2 765 018

Obligations et OPC

La valorisation est déterminée par référence aux prix cotés des marchés actifs pour l'ensemble des OPC et obligations.

Actions

La valorisation des actions, en l'espèce des titres de participations et assimilés, est fondée sur les montants de transactions récentes ou sur la valeur mathématique de l'actif concerné partant des fonds propres sociaux.

Immobilier

Le patrimoine immobilier est structuré autour d'un parc d'immeubles de placement, et d'un ensemble d'immeubles d'exploitation. La méthode de la juste valeur a été retenue lors de la valorisation Solvabilité 2. La valeur de réalisation des immeubles et des sociétés civiles non cotées est déterminée à partir d'expertises quinquennales actualisées annuellement. Les valeurs au sens de l'article R 343-10 du Code des assurances n'ont pas donné lieu à une dépréciation pour caractère durable.

Incorporels

Les actifs incorporels comprennent uniquement des droits au bail de certaines agences qui ne font l'objet d'aucun amortissement ni de provision. Ces immobilisations incorporelles ont une durée d'utilité indéterminée. Néanmoins, les immobilisations incorporelles sont mises à zéro aux fins de la solvabilité.

Dépréciation

Lorsque la valeur comptable excède la valeur recouvrable de l'actif financier, une dépréciation, est appliquée par voie de dotation.

Les valeurs non amortissables au sens de l'article R 343-10 du Code des assurances ne donnent lieu à une dépréciation qu'en lien avec un caractère durable ou d'un risque de contrepartie. Les valeurs amortissables au sens de l'article R 343-9 du Code des assurances ne conduisent à une dépréciation qu'en présence d'un risque de contrepartie.

Autres actifs

Par mesure de simplification, les postes d'actifs hors placements ont été repris en valeur comptable. Le total de ces postes représente environ 15% du total des actifs. De facto, ces postes, donnant lieu à une évaluation appropriée à la clôture, sont apurés en trésorerie au cours des premiers mois de l'exercice suivant pour la majorité d'entre eux.

Les créances nées d'opérations d'assurance manifeste le solde des opérations d'exploitation envers les sociétaires. Leur valorisation suivant les normes Solvabilité 2 n'occasionne aucun retraitement des évaluations effectuées suivant les normes retenues dans les comptes sociaux.

Les créances nées d'opérations de réassurance retracent les soldes débiteurs des comptes courants des réassureurs. Leur valorisation suivant les normes Solvabilité 2 n'occasionne aucun retraitement des évaluations effectuées suivant les normes actuelles.

Les trois postes disponibilités, prêts et autres actifs financiers n'appellent aucune modification de leurs évaluations lors du passage à la valorisation Solvabilité 2.

Les frais d'acquisition reportés ont été contrepassés en raison de l'applicabilité des règles qui prévalent pour la détermination des provisions pour primes et qui remplacent les actuelles primes non acquises et pour risque en cours.

D.1.3 Impôts différés sur actifs

Se rapporter aux informations y afférents en section D.3 Autres passifs.

D.2 Provisions techniques**D.2.1 Tableau récapitulatif**

PROVISIONS TECHNIQUES en K€	Mode valorisation S2	Source valorisation	Solvabilité 1	Solvabilité 2	Delta
Provisions techniques pour sinistres non vie	Meilleure estimation (best estimate)	Service actuariat	109 140	108 566	-573
Provisions techniques de primes non vie	Meilleure estimation (best estimate)	Service actuariat	35 255	35 297	42
Marge pour risque non vie	Méthode d'écoulement proportionnel (Simplification 2 sous module SCR)	Service actuariat	0	5 792	5 792
Provisions techniques vie rentes	Meilleure estimation (best estimate)	Service actuariat	18 796	15 619	-3 177
Marge pour risque vie rentes	Méthode d'écoulement proportionnel (Simplification 2 sous module SCR)	Service actuariat		45	45
Créances sur réassureurs (après ajustement lié aux pertes probables)	Meilleure estimation (best estimate) pour les PSAP	Calculs actuariels réassureurs et service actuariat	-46 250	-45 383	866
Provisions techniques nettes	Meilleure estimation (best estimate)	Service actuariat	116 941	119 936	2 995

D.2.2 Meilleures estimations des provisions techniques (Best Estimate)

D.2.2.1 Segmentation en groupe homogène de risques

La segmentation des engagements d'assurance et de réassurance en lignes d'activité et groupes homogènes de risques doit refléter la nature des risques sous-jacents aux engagements.

N° ligne d'activité	Branche	GHR	Nombre de GHR
8,9	Assurance Dommages aux biens (DAB)	Garantie individuelle DAB (Principal, recours et frais)	1
3	Assurance Dommages automobiles (DA)	Dommages auto, Sécurité du conducteur et PJ (Principal et recours)	1
6	Assurance Transport	Contrat Navigation	1
13	Assurance RC générale	Contrat MRH et RC simple	1
10	Assurance RC automobile	Garantie RC corporelle et matérielle des contrats Automobiles	2

D.2.2.2 Calcul de la meilleure estimation en non vie

Les méthodes suivantes ont été appliquées pour estimer les meilleures estimations non-vie:

- meilleure estimation des provisions pour sinistre à payer : estimation à partir des triangles de paiements et application de la méthode Chain Ladder classique

Meilleure estimation des primes (BE) :

- $BE = [V(\text{prime future des contrats existants}) + \text{Provision pour primes non acquise} + \text{provision pour risque en cours}] / [1 + i/3]$

i est le taux d'intérêt de durée 1 an.

Actuellement, dans le calcul MFA :

- les Provisions pour primes non acquises et provisions pour risques en cours sont issues des comptes statutaires.

Calcul de la marge de risque

La marge de risque globale sur les provisions a été calculée en utilisant la méthode approchant les sous risques individuels dans les sous modules à considérer pour le calcul des futurs SCRs, sachant que le profil de risques de la Mutuelle est similaire à celui de l'exercice précédent. (Méthode 2 de l'orientation 62 dans TP_Final_document_FR.pdf).

D.2.2.3 Calcul de la meilleure estimation en vie

Les meilleures estimations des rentes sont la somme des arrérages futurs actualisés à partir de la courbe de taux sans risque fournie par l'EIOPA.

La projection de ces derniers se fait jusqu'à l'extinction du portefeuille des rentes. La table de mortalité utilisée est la TD88/90.

La Mutuelle prend en compte de primes futures.

D.3 Autres passifs

L'ensemble des « autres passifs » est constitué par:

- les dettes financières qui sont constituées de dépôts de garantie reçus en vertu de nos contrats de location immobiliers et du solde créditeur des comptes de dépôt bancaire. Aucun retraitement ne s'avère nécessaire lors du passage à la valorisation Solvabilité 2.
- les autres provisions non techniques retraçant les provisions pour risques et charges, les provisions pour médaille du travail. Aucun retraitement significatif ne s'avère nécessaire lors du passage à la valorisation Solvabilité 2.
- les dettes pour dépôts espèces reçus des réassureurs qui comprennent les fonds déposés en espèces par les réassureurs proportionnellement à leurs parts dans les provisions techniques, étant précisées que les engagements reçus sous forme de nantissement de titres inscrits en hors bilan représentent la quasi-totalité des montants en jeu.
- des dettes d'opérations de réassurance manifestant les soldes des comptes courants,
- des dettes envers les organismes sociaux,
- des dettes fiscales,

- des impôts différés enregistrant le montant des dettes d'impôts sur le résultat, payables au cours d'exercices futurs au titre de différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale déductible, étant spécifié que le montant des créances d'impôts sur le résultat, au sens de l'IFRS, recouvrables au cours d'exercices futurs au titre de différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale déductible a été présenté à l'actif.

Les impôts différés sont calculés sur les écarts de valeur entre le bilan Solvabilité II et le bilan fiscal, en accord avec la réglementation.

Les différents éléments contribuant à générer des écarts entre la valeur Solvabilité II et la valeur fiscale sont les suivants :

- Ecart d'évaluation sur l'actif de placements entre :
 - + La valeur de réalisation
 - - La valeur comptable en normes françaises
- Placements avec application de différents taux d'imposition aux plus-values latentes en fonction de la typologie des actifs
- Plus-values latentes imposées à 33,33 %
- Plus-values latentes des titres relevant de l'article 209 OA du code des impôts imposées à 0% (elles sont déjà imposées en normes françaises).
- Ecart sur les actifs incorporels, valorisés à zéro dans le bilan prudentiel Solvabilité II
- Les autres éléments du bilan, repris en valeur comptable, ne génèrent pas d'écart de valorisation.

Les reports déficitaires et les crédits d'impôts reportables sont activés dans le bilan prudentiel Solvabilité 2 par un impôt différé d'un montant au moins égal. A l'inverse, les reports et sursis d'imposition sont inscrits au passif du bilan prudentiel Solvabilité 2.

Les simplifications suivantes ont été faites pour le calcul de l'Impôts Différés Actifs (IDA) et Passifs (IDP) :

- Un montant net est directement calculé (pas de séparation entre IDP et IDA au bilan). Il a été supposé que la nature et l'annualité des flux d'impôts correspondent et permettent de justifier d'avoir une position nette. Il convient de relever le fait que cela n'a pas d'impact sur le calcul du ratio de solvabilité mais diffère uniquement sur la présentation du bilan Solvabilité II.
- Si le montant net résulte en un IDA, il a été considéré recouvrable et est par conséquent inscrit au bilan.

Le tableau ci-après retrace en euros l'ensemble des opérations ayant eu une incidence fiscale différée et comprend les reports en avant des déficits fiscaux :

LIBELLE (en K€)	DEDUCTION	REINTEGRATION
Provision pour égalisation	-	515
Actifs incorporels (intangibles)	300	-
Placements immobiliers, terrains et immeubles d'exploitation	-	9 083
Placements immobiliers, terrains et immeubles de placements	-	17 768
Actions	-	5 594
OPC	-	464
Obligations d'Etat	-	58
Autres obligations	-	5 687
Amortissements sur primes de remboursement	-	793
Différence de remboursements obligataires	421	-
Part des réassureurs dans les provisions (non-vie)	866	-
Marge de risque (non vie)	5 792	-
Autres provisions techniques	-	3 004
Provisions pour primes non acquises brutes	-	- 42
Provisions pour sinistres à payer brutes	-	6 320
Frais d'acquisition reportés	3 215	-
TOTAL	10 594	49 243
	BASE	IS
STOCKS N-1	15 863	5 288
REPORT N	16 474	5 491
REPORT DES DEFICITS FISCAUX	32 337	10 779
Impôts différés actif	3 531	
Impôts différés passif		5 635
Solde des Impôts différés calculés en K€		2 104

- des comptes de régularisation passifs ayant conduit à la contrepassation des amortissements sur les primes de remboursement en raison de la méthode retenue pour la valorisation des actifs financiers,

- des autres passifs issus des opérations avec les sociétaires créditeurs, des prestataires pour l'assistance, la réparation et autres frais généraux.

D.4 Méthodes de valorisation alternatives

Aucune méthode de valorisation alternative n'a été utilisée.

D.5 Autres informations

A ce stade, aucune autre information n'est à relever.

E. GESTION DU CAPITAL

	2017	2016
Ratio de solvabilité	196%	256%

La date de référence de clôture de l'exercice est le 31/12/2017.

Les fonds propres de base sont constitués des droits d'adhésion inscrits dans le poste « Capital, fonds d'établissement, fonds social complémentaire », des résultats des exercices précédents affectés dans le poste « Autres réserves », du résultat de l'exercice et de l'écart de valorisation sur les actifs et passifs.

La réserve de capitalisation a été allouée parmi les réserves libres. La provision pour égalisation nette d'impôt est éligible en Tier 2, sachant que les fonds qui en découlent sont destinés à couvrir les coûts de sinistres subis exclusivement en catastrophes naturelles.

Tableau récapitulatif des fonds par tiers 1, 2, 3 :

	2017	2016	Variation	Δ (%)
Fonds propres éligibles [k€]	84 319	92 485	-8 166	-8,83%
Tier 1	83 974	92 307	-8 333	-9,03%
Tier 2	345	178	+167	93,82%
Tier 3	-	-	-	-

E.1 Fonds propres

E.1.1 Tableau de passage des fonds propres sociaux aux fonds propres S2

En milliers d'euros	Fonds d'établissement des comptes sociaux	Réserves des comptes sociaux	Résultat net des comptes sociaux	Capitaux propres des comptes sociaux	Ecart de valorisation des actifs et des passifs	Valeur actuelle des profits ou des pertes futures	Capitaux propres S2	Capitaux propres revenant aux minoritaires	Total des capitaux propres S2
Solde au 31/12/2016	2 854	61 078	216	64 149	26 109	2 227	92 485		92 485
Résultat 2017			- 16 413	- 16 413			- 16 413		- 16 413
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	40			40	14 297	- 6 088	8 249		8 249
Total des produits et des charges	2 894	61 078	- 16 197	47 775	40 406	- 3 861	84 320		84 320
Affectation du résultat 2016		216	- 216						
Distribution									
Solde au 31/12/2017	2 894	61 295	- 16 413	47 775	40 406	- 3 861	84 320		84 320

E.1.2 Tableau de raccordement

La réserve de réconciliation correspond à l'écart entre la situation nette Solvabilité II ajustée (des actions propres, dividendes, fonds cantonnés et autres fonds propres) et les éléments admis en tant que fonds propres dans Solvabilité II qui sont listés par ailleurs (y compris la position nette active d'impôts différés).

L'ACPR considère, sous réserve de dispositions contraires, que les éléments de fonds propres inclus dans la réserve de réconciliation sont disponibles pour absorber des pertes. Aucune analyse ne doit être menée sur la capacité d'absorption des pertes de ce delta.

Excédent d'actif sur passif SII	84 320 K€
Dividendes, distributions et charges prévisibles	-
Autres éléments de fonds propres de base	47 775 K€
Réserve de réconciliation	36 545 K€

E.2 Capital de solvabilité requis SCR et Capital minimum requis MCR

E.2.1 Le SCR

Le capital de solvabilité requis (SCR) est calculé en application des spécifications techniques définies dans la réglementation européenne.

E.2.1.1 Capacité d'absorption des impôts différés

L'ajustement pour impôts⁴ correspond à une diminution des impôts différés suite à un choc équivalent au SCR. Cet ajustement vient en réduction du SCR.

Il est calculé à partir du taux d'impôt et du montant du SCR (avant ajustement pour impôts).

Par mesure de prudence, la simplification limitant le montant d'ajustement aux Impôts Différés Passif (net d'Impôts Différés Actifs) est utilisée.

E.2.1.2 Traitement des rentes auto – risque de longévité et révision

Le choix de rattachement aux modules du SCR est avant tout lié aux techniques utilisées pour le provisionnement : techniques non-vie santé (rentes auto) ou techniques vie (rente en cours de service).

Les rentes ont été traitées dans les sous module risque de révision et risque de longévité du module de risque de souscription vie.

E.2.1.3 Risque de souscription non vie

- SCR Primes et Réserves

Les paramètres d'entrée pour le SCR Primes et Réserves reposent sur des mesures de volume.

Les primes émises et acquises par lignes d'activités sont résumées en brut et en net de réassurance. Pour les acceptations, les primes sont ventilées selon la nature de l'activité de la cédante concernée. Les prévisions de primes pour l'exercice suivant sont déterminées via un taux d'évolution par produit, basé sur l'évolution des primes acquises des dernières années.

Les mesures de volume des réserves correspondent aux provisions techniques actualisées par lignes d'activités.

Nous avons retenu les « Facteurs NP » de 80% pour les 3 lignes d'activités RC Automobile, Dommages aux biens et RC Générale. En effet, ce facteur correspond à la réduction de volatilité du risque en prenant en compte de la réassurance non proportionnelle sur ces lignes d'activités. De plus, les traités de réassurance non proportionnelle de la Mutuelle sont uniformes sur l'intégralité des lignes d'activités concernés, ce qui répond bien à la condition d'application de ce facteur de réduction forfaitaire.

-
- SCR Catastrophe

Le SCR CAT est évalué via le helper tab de l'EIOPA.

Les sommes assurées sont valorisées et sont géo localisées à la maille contrat (zones CRESTA pour CAT), en collaboration avec notre courtier en réassurance AON.

Les programmes de réassurance s'appliquent et les montants obtenus alimentent les feuilles de calcul.

E.2.1.4 Risque de défaut de contrepartie

Le SCR de Contrepartie est évalué via le helper tab d'EIOPA.

Etant uniquement soumis aux risques liés à des contrats de réassurance, seules les contreparties de type 1 sont concernées.

Nous avons utilisé le calcul simplifié pour l'effet d'atténuation du risque produit lié aux contrats de réassurance selon l'article 107 des Mesures d'exécutions.

E.2.1.5 Approche en transparence

Les titres d'OPC ont été mis en transparence. Ils représentent environ 7% du portefeuille actif total.

E.2.1.6 Risque de marché

- SCR de taux d'intérêt

Le portefeuille d'obligations directes et les OPC Obligataires et Monétaires sont soumis au risque de taux d'intérêt.

L'évaluation du risque de taux sur les obligations directes est calculée en fonction de l'actualisation des flux futurs avec les courbes de taux avec et sans stress.

Les écarts de Taux des OPC Obligataires ou Monétaires sont calculés en pourcentage de la valeur boursière par le gestionnaire d'actif à partir des données transparisées.

- SCR des actions

Le choc action est appliqué aux actions de type 1 et de type 2. Nous n'avons pas utilisé les mesures transitoires sur les actions. Les chocs appliqués prennent en compte des ajustements symétriques au 31/12/2017.

Le choc action de type 1 est appliqué à des OPC ayant une sensibilité actions. Ces titres représentent 1,6 % du portefeuille actif total.

Le choc action de type 2 est appliqué à des titres de participations non stratégiques de la Mutuelle, sachant que les OPC ayant un sous-jacent d'investissement en infrastructures font l'objet d'un choc à 30%.

- SCR des actifs immobiliers

Les actifs immobiliers sont soumis au stress de 25%.

La Mutuelle détient 2% d'une SCI (société civile immobilière) dont la valeur boursière représente une part non significative du portefeuille total. Il est soumis à un choc de 25% comme les autres actifs immobiliers.

- SCR de spread

Le portefeuille d'obligations directes et les OPC Obligataires, Monétaires et Convertibles sont soumis au risque de spread.

Le risque de spread des OPC non transparisés est basé sur une note arbitraire fixée à BBB et la duration retenue est celle fournie dans les reporting mensuelles par leur gérant. Ces OPC représentent 10% environ du portefeuille total.

- SCR de concentration

Nous avons utilisé une approche simplifiée pour évaluer le risque de concentration sur le portefeuille d'OPC non transparisés. Nous avons considéré que les OPC sont issues du même émetteur (OFI ASSET management).

- SCR de change

Le portefeuille OPC susceptible soumis au risque de change représente environ 0,24% du portefeuille actif total. En accord avec notre stratégie d'allocation d'actifs, nous considérons que le risque de change n'est pas significatif.

E.2.2 Le MCR

	2017	2016
Ratio MCR	563%	683%

Le minimum de capital requis (MCR) est calculé en application des spécifications techniques définies dans la réglementation européenne.

Du fait de nos activités d'assurance, le seuil plancher absolu applicable à notre organisme dans le calcul du MCR est de 3 700k€.

E.3 Utilisation du sous-module « risque sur action » fondé sur la durée dans le calcul du SCR requis

Le dispositif prévu n'a pas été activé.

E.4 Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé

Seule la formule standard est utilisée.

E.5 Non-respect du MCR et non-respect du SCR

Les résultats obtenus en termes de MCR et de SCR respectent les ratios réglementaires.

E.6 Autres informations

A ce stade, aucune autre information n'est à relever.

ANNEXE 1 : Tableau de raccordement

FONDS PROPRES DE BASE	MFA	COMMENTAIRES
Fonds initial, droits d'adhésion ou éléments de fonds propres équivalents pour les organismes mutualistes	102 Fonds d'établissement constitué 10642 Réserve pour remboursement d'emprunt pour fonds d'établissement.	Versements en espèces et amortissement annuel de l'emprunt pour fonds d'établissement (cumul des parts remboursées dans l'exercice et les exercices précédents).
Comptes mutualistes subordonnés	103 Fonds social complémentaire	Amortissement annuel de l'emprunt pour fonds social complémentaire
Fonds excédentaires (article 91 de la directive)	A priori aucun car la réserve de capitalisation (vie) est intégrée au Best estimate vie et la réserve non vie disparaît.	
Réserve de Réconciliation éléments provenant des comptes sociaux	105 Écarts de réévaluation 1062 Réserves indisponibles 1063 Réserves statutaires ou contractuelles 10641 Réserve réglementées – Plus-values à long terme 10645 Réserve de capitalisation (non vie)	Le total correspond à l'écart entre la situation nette Solvabilité II ajustée (des actions propres, dividendes, fonds cantonnés) et les éléments admis en tant que fonds propres dans Solvabilité II qui sont listés par ailleurs (y compris la position nette active d'impôts différés).
Réserve de Réconciliation éléments provenant des comptes sociaux	1064X Réserves réglementées – réserves pour fonds de garantie 1068 Autres réserves 11 Report à nouveau 12 Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	Réserve pour fonds de garantie : Les fonds gardés en réserves dans le cadre de la mise en œuvre de fonds de garantie sont considérés comme des fonds propres même s'ils peuvent faire l'objet d'un appel en cas de défaillance d'un des membres.
Réserve de Réconciliation éléments provenant des comptes sociaux	13 Subvention d'investissement 14 Provisions réglementées (autres que les provisions techniques)	L'ACPR considère que le maintien des subventions dans les capitaux propres suppose qu'elles ne sont en aucun cas remboursables
Réserve de Réconciliation Ajustements liées aux retraitements Solvabilité II pour arriver à passer de l'actif net SI à SII	Écarts liés à l'évaluation Solvabilité 2 des actifs et passifs Écarts liés à la reconnaissance de actifs et passifs dans SII (ex incorporelles, frais d'acquisition reportés élimination des provisions d'égalisation et qui ne sont pas compensé par l'évaluation du BE ...)	
Réserve de Réconciliation Ajustements liées aux retraitements Solvabilité II pour arriver à passer de l'actif net SI à SII	Écarts liés aux frontières des contrats (profits futurs sur primes futures) Déduction : plafonnement des réserves des fonds cantonnés Déduction de la position nette active d'impôts différés nets actifs(*)	(*) reclassement vers le poste de Fonds propre SII dédié (cf infra)
Dettes subordonnées	1600 à 1602 Titres participatifs et emprunts subordonnés	
Dettes subordonnées	162 Emprunt en fonds d'établissement 1063 Emprunt en fonds social complémentaire	

Autres fonds propres de base approuvés par le superviseur		
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	1036 Autres apports avec droit de reprise 1052 écarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise	Pour les mutuelles de santé
Déductions pour participations dans des institutions financières et des établissements de crédit	ex. 25 Placements dans des entreprises liées ex. 26 Placements dans des entreprises avec lesquelles existent un lien de participation ex. 29 Provisions Plus ajustement d'évaluation SII portant sur ces valeurs	
Fonds propres auxiliaires		
Fonds initial, droits d'adhésion ou éléments de fonds propres équivalents pour les organismes mutualistes non versés et non appelés mais pouvant l'être sur demande.		<i>A notre avis pourrait correspondre aux rappels de cotisations</i>

ANNEXE 2 : Tableau de liquidation des flux actualisés des provisions de sinistres à payer

Exercices	Dommages aux véhicules	Responsabilité civile - matériels	Responsabilité civile - corporels	Dommages aux biens	RC générale	Transport	Total
2018	7 540 990	7 087 777	20 668 117	2 481 237	473 131	0	38 251 251
2019	380 887	922 618	17 100 034	719 904	533 501	0	19 656 943
2020	172 260	299 197	14 117 752	353 239	574 547	0	15 516 995
2021	110 646	188 754	10 774 300	239 003	550 685	0	11 863 388
2022	56 750	31 754	7 190 260	100 462	465 076	0	7 844 302
2023	37 900	15 249	4 204 285	39 151	276 777	0	4 573 363
2024	3 124	12 364	2 342 247	24 580	8 626	0	2 390 941
2025	0	3 172	1 277 491	22 337	0	0	1 302 999
2026	0	778	658 031	20 031	0	0	678 841
2027	0	0	313 478	0	0	0	313 478
2028	0	0	176 161	0	0	0	176 161
2029	0	0	108 392	0	0	0	108 392
2030	0	0	37 915	0	0	0	37 915
2031	0	0	19 650	0	0	0	19 650
2032	0	0	10 187	0	0	0	10 187
2033	0	0	5 285	0	0	0	5 285
2034	0	0	0	0	0	0	0
Total	8 302 556	8 561 663	79 003 586	3 999 943	2 882 342	0	102 750 090

ANNEXE 3 : Bilan 2017

BILAN au 31/12/2017 (en €)		
Actif	Valorisation Solvabilité II	Valeur dans les comptes sociaux
Goodwill (Écarts d'acquisitions)	-	-
Frais d'acquisition différés	-	-
Immobilisations incorporels	-	300 000,00
Actifs d'impôts différés	1 314 457,21	1 314 457,21
Excédent de régime de retraite	771 591,00	-
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	18 165 949,81	9 082 867,14
Investissements	158 990 068,73	129 420 237,31
. Biens Immobiliers (autre que détenus pour usage propre)	26 034 940,84	8 267 373,30
. Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	1 996,00	1 996,00
. Actions	12 349 125,59	6 755 612,05
. . Actions cotées	-	-
. . Actions non cotées	12 349 125,59	6 755 612,05
. Obligations	120 521 450,64	114 312 700,31
. . Obligations d'Etat	1 517 400,00	1 459 800,00
. . Obligation d'entreprise	104 518 952,00	98 832 270,50
. . Titres structurés	-	-
. . Titres garantis	-	-
. Organismes de placement collectif	14 485 098,64	14 020 629,81
. Produits dérivés	-	-
. Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	-	-
. Autres investissements	-	-
Actifs en représentation de contrats en UC et indexés	-	-
Prêts et prêts hypothécaires	82 555,65	82 555,65
. Avances sur polices	-	-
. Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	-	-
. Autres prêts et prêts hypothécaires	82 555,65	82 555,65
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance (Prov. tech. cédées)	-	-
. Non vie et santé similaire à la non-vie	45 453 212,51	46 319 392,51
. . Non vie hors santé	34 712 791,52	33 063 954,85
. . Santé similaire à la non vie		
. Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	10 670 669,01	13 185 685,68
. . Santé similaire à la vie	-	-
. . Vie hors santé, UC et indexés	10 670 669,01	13 185 685,68
. Vie UC et indexés	-	-
Dépôts auprès des cédantes	-	-
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	32 893 211,67	32 893 211,67
Créances nées d'opérations de réassurance	69 751,98	69 751,98
Autres créances (hors assurance)	-	-
Actions propres auto-détenues (directement)	-	-
Eléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	156 947,88	156 947,88
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	4 753 246,43	8 389 067,55

MFA Rapport de solvabilité et de la situation financière au 31 décembre 2017

Total de l'actif	262 498 685,24	227 876 181,27
Passif	Valorisation Solvabilité II	Valeur dans les comptes sociaux
Provisions techniques – non-vie	143 863 611,68	144 910 113,68
. Provisions techniques non-vie (hors santé)	-	
. . Provisions techniques calculées comme un tout	-	
. . Meilleure estimation	138 116 757,68	
. . Marge de risque	5 746 854,00	-
. Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	-	
. . Provisions techniques calculées comme un tout	-	
. . Meilleure estimation	-	
. . Marge de risque	-	-
Provisions techniques - vie (hors UC et indexés)	-	
. Provisions techniques santé (similaire à la vie)	-	
. . Provisions techniques calculées comme un tout	-	
. . Meilleure estimation		
. . Marge de risque		
. Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	15 664 003,00	18 622 997,00
. . Provisions techniques calculées comme un tout		
. . Meilleure estimation	15 618 997,00	18 622 997,00
. . Marge de risque	45 006,00	
Provisions techniques UC et indexés	-	
. Provisions techniques calculées comme un tout	-	
. Meilleure estimation		-
. Marge de risque	-	
Autres provisions techniques		
Passifs éventuels		
Provisions autres que les provisions techniques	290 760,00	290 760,00
Provision pour retraite	771 591,00	-
Dépôts des réassureurs	3 558 919,25	3 558 919,25
Passifs d'impôts différés	2 104 127,33	-
Produits dérivés	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	252 449,73	252 449,73
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	-	-
Dettes nées d'opérations de réassurance	1 118 386,54	1 118 386,54
Autres dettes (hors assurance)		
Passifs subordonnées	-	-
. Passifs subordonnées non inclus dans les fonds propres de base	-	-
. Passifs subordonnées inclus dans les fonds propres de base	-	-
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	10 555 034,51	11 347 953,39
Total du passif	178 178 883,04	180 101 579,59
Actif net	84 319 802,20	47 774 601,68

NOS CONTRATS



Auto particuliers



Auto taxis



Auto pros



Habitation



Camping-car, Caravane, Mobil-home



Navigation de plaisance



Mutuelle santé



Crédits auto⁽¹⁾



Épargne-retraite⁽²⁾

(1) Les crédits auto / auto taxi / travaux et crédits personnels sont gérés par la Socram Banque, SA au capital social de 70 000 000 €- RCS NIORT 682 014 865 - 2 rue du 24 février, CS 90000 -79092 Niort cedex 9 - Mandataire d'assurance - N° ORIAS 08044968 (www.orias.fr)

(2) Les contrats d'épargne-retraite et livret d'épargne sont gérés par Mutavie. MUTAVIE SE - Société européenne à Directoire et Conseil de surveillance. Entreprise régie par le Code des Assurances. Capital 46 200 000 €- RCS Niort B 315 652 263. Siège social : 9 rue des Iris - CS 50000 - Bessines - 79088 Niort cedex 9.



Siège social : 6, rue Fournier - BP 311 - 92111 CLICHY CEDEX

mfa.fr